ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1334 - 28 janvier 1994 - prix : 9 F

PATRONS LICENCIEURS, GOUVERNANTS HYPOCRITES ET MENTEURS

MAIS TOUS CRAIGNENT LES TRAVAILLEURS

M6189 - 1334 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Patrons licencieurs, gouvernants hypocrites et menteurs,

MAIS TOUS CRAIGNENT LES TRAVAILLEURS...

Le culot des gens qui nous gouvernent n'a décidément pas de limites. Après plus de 12 ans de pouvoir, Mitterrand trouve qu'il est urgent d'établir un "nouveau contrat social pour l'emploi" alors que sous sa présidence le chômage n'a jamais cessé d'augmenter.

De son côté, Balladur déclare que 1994 va connaître la reprise. Il n'en sait rien, mais après tout si fin 1994 cela ne s'est pas produit, il sera toujours temps de trouver des explications.

Et Martine Aubry, ex-ministre socialiste du Travail, accessoirement fille de Jacques Delors et alliée de Michel Rocard, découvre que les chômeurs sont peut-être mal représentés par les organisations syndicales de salariés et qu'il vaudrait mieux les faire représenter dans les différentes négociations par des associations de chômeurs. Que ne s'est-elle demandé, lorsqu'elle était ministre du Travail, s'il n'aurait pas mieux valu créer moins de chômeurs à l'époque, plutôt que de mieux les représenter aujourd'hui !

En tout cas, si l'on en croit les grandes manœuvres syndicales, les salariés, ceux qui ont du travail, ne sont guère mieux représentés que les chômeurs par les organisations syndicales.

La CGT a proposé aux autres centrales syndicales, pour le 12 mars, une journée de manifestation contre le chômage. Cela ne ferait peut-être pas reculer le patronat et le gouvernement, mais au moins cela pourrait être une démonstration de force du monde du travail, chômeurs compris.

Mais la CFDT et FO ont refusé. La CFDT déclare sans rire que, de janvier à mars, il n'y a pas assez de temps pour organiser une telle manifestation et qu'il vaudrait mieux la faire... en avril (le 1er ?). Et cela avec toutes les autres centrales... sauf la CGT. Pourquoi "sauf la CGT" ? Mystère !

Quant au délai voulu pour organiser une grande manifestation nationale, les enseignants ont mis beaucoup moins de temps que cela pour le faire avec succès. Tout cela sent l'hypocrisie à plein nez et surtout le désir de ne pas se retrouver dans l'obligation d'agir.

Pour la CFDT, il ne s'agit d'ailleurs pas d'une manifestation contre le chômage, mais contre "l'exclusion" (sauf celle de la CGT). Si exclusion est pareil que chômage, pourquoi ne pas appeler un chat un chat ?

Il faut ajouter à cela le fait que, toutes unies, les fédérations des mineurs CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC viennent de lancer un appel commun à une manifestation des mineurs le 19 février prochain à Paris. Février, c'est bien avant mars et la CFDT n'a pas trouvé que c'était trop court pour préparer une manifestation nationale et elle n'a pas exclu la CGT de ses alliés.

Et pourquoi des seuls mineurs ? Il s'agit, pour les organisateurs, d'une manifestation demandant l'arrêt de la liquidation des mines. Ce n'est pas le chômage, cela ? Ce n'est pas l'exclusion ? Est-ce qu'il n'y aurait pas le moyen d'appeler à une manifestation de tous les travailleurs et de tous les chômeurs contre le chômage et l'exclusion, en même temps, le même jour, avec les mêmes revendications ? Que craignent les organisations syndicales ? De trop bien réussir, comme les enseignants ? Peut-être !

Les dirigeants syndicalistes seraient peut-être bien ennuyés de réussir à mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et de chômeurs dans la capitale, dans la situation actuelle. Car ce serait la démonstration que les travailleurs sont prêts à lutter. Il faudrait bien alors envisager de faire autre chose, d'entrer en lutte pour de bon, de multiplier les manifestations dans toutes les villes, de les intensifier, de les répéter, d'organiser des grèves de façon à frapper le patronat à la Bourse, au sens propre comme au figuré.

Mais les dirigeants des centrales syndicales sont les derniers à vouloir suivre cette voie.

C'est cela qui permet à quelqu'un comme Balladur de dire que demain il rasera gratis, c'est-à-dire qu'il nous tondra jusqu'au sang, et à quelqu'un comme Martine Aubry de proposer aux chômeurs de former des amicales puisqu'ils ont du temps à tuer.

Sang contaminé... ...et esprit de corps

Une centaine de médecins et de scientifiques, dans une lettre à Mitterrand, demandent la grâce du docteur Garretta et des autres condamnés dans l'affaire du sang contaminé. Mettant en avant les *"incertitudes des connaissances scientifiques de l'époque"*, ils dénoncent le caractère *"injuste"* de ces condamnations, laissant entendre que Garretta et ses co-accusés ne seraient que des boucs émissaires.

Mais s'il est exact que les condamnés ont servi d'écran masquant la responsabilité des ministres et du gouvernement de l'époque, les signataires de la lettre ont vite fait de mettre l'affaire au compte des incertitudes de la science. Car Garretta et au moins certains des autres savaient parfaitement qu'ils écoulaient des produits risquant d'être contaminés. A cette époque, en 1983, 1984, de très nombreuses données montraient qu'il était dangereux par exemple de collecter du sang dans les prisons auprès d'une population à très haut risque, du fait de la forte proportion de toxicomanes. Mais, Garretta, et la plupart des responsables de centres de transfusion ont poursuivi ces collectes et la commercialisation de ces produits pour de sordides questions de rentabilité même s'il ne s'agissait pas de faire de profits.

C'est d'ailleurs aussi pour des questions d'économies criminelles – et de défense de l'industrie pharmaceutique française – que les gouvernants de l'époque ont retardé la mise en place des tests de dépistage du SIDA, pourtant existants. Seulement jusqu'à présent, les juges avaient préféré ne pas retenir leur responsabilité.

Or, une nouvelle plainte vient d'être déposée contre Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, respectivement Premier ministre, ministre des Affaires sociales et ministre de la Santé au moment des faits, ainsi que plusieurs de leurs proches collaborateurs. Du coup, Fabius que le culot n'étouffe pas n'a rien trouvé de mieux, tout en se réaffirmant innocent, que de dénoncer ceux qui trois ans après le procès voudraient *"raviver la douleur des familles"*.

C'est vrai ça, le dossier était clos, alors pourquoi remettre la question sur le tapis au lieu de laisser les centaines de malades contaminés continuer à mourir lentement à l'écart des projecteurs de l'actualité ?

R.M.

BALLADUR MOLLIT DEVANT LES PATRONS

Balladur en Alsace pédale un peu dans la choucroute.

Quidu / Gamma

Balladur a fait marche arrière dans son projet de subordonner le remboursement anticipé de quelque 50 milliards de TVA au patronat à des créations d'emplois. *"Ce n'est pas ce que j'ai dit"*, a-t-il expliqué au quotidien l'*Alsace,* vendredi 21 janvier. Pourtant, dix jours auparavant, à TF1, il avait bel et bien déclaré qu'il mettait à l'étude *"une disposition qui permette de subordonner ce remboursement au fait que ces entreprises créent de l'emploi"*.

Même si la subordination était de pure forme – Balladur nous explique aujourd'hui que l'administration n'aurait jamais pu contrôler l'application d'une telle décision – les patrons, toujours en quête d'une plus grande liberté d'action, n'avaient pas tardé à donner de la voix pour que cette proposition retourne dans son tiroir. Les patrons, qui ont déjà reçu au moins 80 milliards en quelques mois, aiment les cadeaux ; pas les contraintes.

Taper du poing sur la table gouvernementale au nom du CNPF fait toujours son petit effet. Et le petit commis Balladur n'a eu d'autre solution que de s'exécuter en sauvant, comme il peut, la face. On l'aurait mal compris, il parlait seulement de la formation, pas de la création d'emplois.

Et pour montrer qu'il sait tenir sa place, quoiqu'il lui en coûte, il a tenu à rappeler dans une déclaration donnée aux *Dernières Nouvelles d'Alsace,* reprise par la presse nationale, qu'*"aucune idée allant dans le sens du soutien de l'emploi n'est insolite"*. Or, depuis plus de quinze ans, *"soutien de l'emploi"* signifie en langue de ministre *"soutien au grand patronat"*.

Le petit commis s'excuse donc d'avoir été mal compris. Le petit doigt sur la couture du pantalon, il reste toujours prêt pour servir les patrons.

J.-F.

"Corset satanique", autobus "casher", médecins en foulard, etc...

À BAS LES CALOTTES !

Partout dans le monde les religieux lèvent barbes et calottes.

Les autorités religieuses musulmanes d'Indonésie ont joué les indignées lorsque la "top-model" Claudia Schiffer a arboré un bustier sur lequel étaient écrits des versets du Coran. Par erreur selon le couturier Lagerfeld qui avait cru, dit-il, recopier un poème d'amour, d'une calligraphie superbe, inscrit sur une reproduction du Taj Mahal. Et pourtant Allah est censé avoir créé l'univers, dont la femme, et avoir révélé à Mahomet la parole divine du Coran. Mais il paraît qu'écrire l'un sur l'autre ça ne va pas, question de respect (du Coran, pas de la femme !).

Rabbins en Israël. Pas la peine de chercher la femme, il n'y en a pas !

Baitel / Gamma

En tout cas, le couturier ainsi que le PDG de Chanel se sont platement excusés. Ce dernier a demandé audience au recteur de la mosquée de Paris, et tous deux ont demandé aux agences, aux journaux et aux télés de détruire les photos en leur possession, ce que la plupart se sont empressés de ne pas faire, répandant ainsi le texte objet de litige et son support dans le monde entier !

Et puis voilà qu'en Israël, une ligne d'autobus privée vient d'être créée à Jérusalem, à l'intention des Juifs religieux orthodoxes. Ces derniers "souffraient" de cotoyer dans les lignes publiques des passagères parfois court-vêtues. Dans la nouvelle ligne, appelée "casher", les hommes seront devant et les femmes derrière. Entre les deux un épais rideau...

Pourtant, selon la Bible, Adam et Eve vivaient nus à l'origine. Heureusement qu'ils n'ont pas eu affaire aux rabbins, sinon ils auraient été virés du Paradis avant même d'avoir commis le pêché originel.

Et en France ? Et bien c'est un peu la même chose. On voit de plus en plus de barbes islamistes, de "kippas" et de barbes juives, et même dans les hôpitaux on assiste parfois au spectacle nouveau de médecins femmes affublées du foulard islamique. Autrefois, il n'y a pas si longtemps, on pouvait voir des religieuses en cornette se pencher sur les malades. Maintenant les cornettes c'est fini (espérons-le en tout cas), voilà donc les foulards !

Quant à l'Eglise catholique, comme on sait, c'est surtout la sébille qu'elle a tenté, ces derniers temps, de lever bien haut, afin d'obtenir davantage de sous pour les écoles privées, c'est-à-dire essentiellement religieuses. Ayons la charité de ne pas trop insister sur ce point...

Nous voilà donc à l'aube du troisième millénaire, dont on attendait des progès substantiels, et c'est l'obscurantisme religieux qui se répand ! Il serait temps que l'anticléricalisme primaire (voire secondaire et tertiaire !) relève la tête à son tour !

André VICTOR

PROCHAINE RÉUNION DU

CERCLE LÉON TROTSKY

L'AFRIQUE NOIRE RAVAGÉE PAR L'IMPÉRIALISME

Vendredi 4 février à 20 heures 30

Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

Fête de Lutte Ouvrière à Lille

Samedi 5 février
à partir de 15 heures
Espace Concorde

Une manifestation pour l'abrogation des lois Pasqua

Appelant à *"combattre les exclusions et la régression sociale et pas les immigrés"* et à mettre *"un coup d'arrêt à la discrimination"*, un certain nombre d'organisations (dont la LCR, le PCF, SOS racisme, la FSU, la CGT, l'UNEF et UNEF-ID) organisent une manifestation pour l'abrogation des lois Pasqua.

***Lutte Ouvrière* soutient bien sûr cet objectif et appelle ses militants et sympathisants à se joindre à cette manifestation qui aura lieu :**

SAMEDI 5 FÉVRIER à 15 h.
Place de la Bastille à Paris

Loi sur l'urbanisme

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ABSOUT L'ILLÉGALITÉ

Le Conseil constitutionnel vient de valider, à l'exception de deux articles secondaires, la loi Bosson sur l'urbanisme, loi votée "à la hussarde" par le Parlement, pour reprendre l'expression utilisée pour le vote sur la réforme de la loi Falloux, et qui a pour prétexte de faciliter la relance de la construction.

Cette loi permet de supprimer un certain nombre de contraintes administratives qui pèsent sur les promoteurs, de limiter le droit des associations à s'opposer aux bétonneurs et, fait remarquable, elle autorise les maires à passer des marchés de construction directement, avec qui ils veulent, sans faire d'appel d'offres. Autrement dit elle ouvre toutes grandes les vannes de la corruption. C'est une loi "des mains sales".

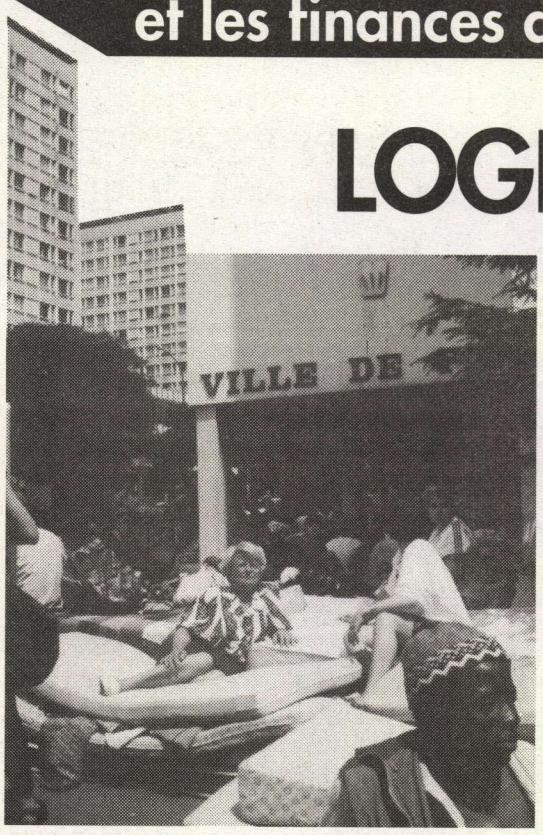
Et, fait encore plus remarquable, cette loi autorise même à passer l'éponge sur des constructions réalisées au mépris de la loi. Autrement dit elle absout les illégalités passées.

Les seules illégalités qui ne sont pas amnistiées, sont celles qui ont déjà fait l'objet d'un jugement défavorable. Le Conseil constitutionnel ne va pas jusqu'à déjuger les tribunaux ; il y a une limite à tout. Cela dit, voir le Conseil constitutionnel, chargé de garder les sacro-saints principes, la loi et la Constitution, se vautrer dans l'illégalité, est une intéressante leçon de choses. En régime bourgeois, la loi ce n'est tout de même pas du béton...

A.V.

La Chambre régionale des comptes et les finances de Paris

LOGEMENTS ET MAGOUILLES DANS LA CAPITALE



LO

Des travailleurs sans logis campant devant un immeuble vacant appartenant à la Ville de Paris.

La Chambre régionale des comptes vient de publier son rapport sur la gestion des finances municipales parisiennes durant la période 1986-1991. Une foule d'irrégularités est relevée : associations-bidons grassement rémunérées par la Ville, non-inscription au budget du produit des collectes de charité (victimes des attentats terroristes, tremblement de terre en Arménie, etc.) dont on ne peut contrôler l'usage qui en a été fait, etc., etc.

Le rapport ne parle pas des opérations d'urbanisme (est-ce que cela viendra plus tard ?) mais il dénonce les magouilles concernant l'office d'HLM, devenu maintenant l'OPAC, et dont on a souvent fait remarquer qu'il était… parfaitement opaque !

La Chambre des comptes estime qu'en 1990 et 1991, 32 % des appartements ont été affectés *sans passage devant une commission d'attribution*, comme c'est en principe la règle. Autrement dit, ce sont les "copains" qui ont été logés ou relogés par les "coquins". Quant à ceux qui sont passés devant une commission, rien ne dit qu'ils n'ont pas non plus bénéficié de faveurs car il n'existe aucun contrôle sur ces commissions d'attribution. Les services sociaux ne savent pas ce qui s'y passe, et des associations de sans-logis demandent – sans succès – à y être représentées.

D'autre part, et c'est lié, un "nombre non négligeable" des bénéficiaires des logements sociaux avaient des ressources supérieures aux plafonds autorisés. C'est-à-dire qu'on loge des petits bourgeois plus ou moins aisés (et parfois très aisés, pharmaciens, cadres supérieurs, journalistes...) dans des logements sociaux à bas loyers (de bonne qualité quand même) alors qu'on laisse des pauvres dehors !

On se souvient que, lorsque des sans-logis avaient tenté d'occuper des immeubles vacants (avenue René-Coty par exemple) le premier adjoint au maire, Tibéri (qui fait office de maire véritable, Chirac ayant d'autres chats à fouetter), avait déclaré que les squatters passaient "avant leur tour", qu'il existait des listes, que chacun devait attendre, etc.

Mais voilà, un tiers, au moins, de ceux qui ont reçu un logement ont bénéficié d'un passe-droit. Tibéri a donc menti. Mais il n'est jamais trop tard pour réparer une injustice. Il n'est pas trop tard pour examiner le cas des petits bourgeois aisés qui bénéficient de logements de faveur, et de les déloger, ils ont les moyens d'aller ailleurs.

Après tout la police n'a pas hésité à déloger les sans-logis de l'avenue René-Coty et d'autres endroits !

André VICTOR

A Métaleurop près de Douai (Nord - 59)

10 morts il y a 6 mois… ET L'USINE RÉCIDIVE !

Le 16 juillet 1993, à l'usine Métaleurop, près de Douai, dix travailleurs mouraient à la suite de l'explosion d'une colonne de raffinage de zinc. Le raffinage se fait dans cette colonne à 1200°.

Comme nous le relations déjà après le premier accident (voir *LO* n° 1307), la colonne avait donné des signes de surpression inquiétants quelques heures avant d'exploser. Mais la direction avait fait le choix de ne pas arrêter le raffinage... avec les suites dramatiques que l'on sait.

Eh bien, cette fois, la même chose s'est reproduite : dans la nuit du dimanche au lundi 24 janvier, la même colonne, remontée pièce par pièce – et les pièces étaient prétendument soigneusement contrôlées – la même colonne donc a émis des bruits bizarres. La maîtrise s'est déplacée, elle a constaté, et elle a décidé, cette fois encore, de continuer, en colmatant quelques fuites avec un mastic spécial, comme *"cela se fait d'habitude"*, paraît-il.

Et le lundi 24 janvier, à 8h15 du matin, la même colonne a encore explosé, libérant des vapeurs brûlantes et toxiques. En juillet 1993, les travailleurs étaient morts des suites de brûlures à 80 ou 90 %. Cette fois, un ouvrier d'une entreprise de sous-traitance est brûlé à plus de 95 %, et aucun médecin n'ose se prononcer sur ses chances de survie. Quatre autres travailleurs sont encore à l'hôpital, en pneumologie, car ils ont inhalé des gaz toxiques.

Dans cette affaire, tout montre le mépris le plus profond pour la vie des travailleurs, et la recherche du profit à tout prix : car les conclusions de l'enquête judiciaire de juillet 1993 n'ont toujours pas été publiées, ce qui n'a pourtant pas empêché le redémarrage... Un autre accident, exactement similaire, s'est produit voici quelques mois dans une autre usine, en Inde. Et la direction ose dire et publier dans la presse locale *"qu'elle ne comprend pas, que toutes les précautions étaient prises"*. Le maire PS de Noyelles-Godault, également député, déclare *"qu'il faudra faire toute la lumière sur cet accident"*. C'est ce qu'il avait dit, déjà, il y a 6 mois, avec l'efficacité que l'on sait...

Quant au préfet, il vient de décider que cette production ne devrait pas redémarrer *"tant que les conclusions de l'enquête ne seraient pas connues"*. Que n'a-t-il décidé cela, déjà, il y a 6 mois ?

Car en attendant, pour le profit, des capitalistes ont pu, en toute légalité, mettre en danger la vie des travailleurs...

Correspondant LO

Le 28e congrès du PCF

VERS LA SOCIAL-DÉMOCRATISATION AFFICHÉE ?

Le siège du PCF à Paris. Pas grand-chose de nouveau sous le dôme.

Gamma

Les débats qui se sont développés au cours du 28ème congrès du PCF, réuni à Saint-Ouen, ne pouvaient guère ménager de surprise, puisque qu'il y a bien longtemps que les divergences qui existent en son sein sont publiques.

Il y a bien eu Rémi Auchedé, porte-parole de la fédération du Pas-de-Calais, pour contester l'abandon de la référence au centralisme démocratique, y voyant la possibilité pour chacun dans le parti de dire n'importe quoi, et du coup, de faire n'importe quoi, reliant cet abandon au risque, pour le PCF, de *"devenir la béquille de la social-démocratie"*. Mais le mot divergence paraît excessif, au moins au niveau des orientations politiques, lorsqu'on compare l'intervention qu'a faite le "refondateur" Guy Hermier – un des proches de Charles Fiterman – à celles des partisans de la position majoritaire.

Les tenants de la ligne de la direction ont répété sur tous les modes qu'il était nécessaire de se transformer, d'agir pour *"le dépassement du capitalisme"*, ce qui, précisaient-ils, ne signifiait absolument pas son abolition, ni son renversement, ni une rupture avec lui, mais pas non plus... son aménagement. Même jonglerie avec les mots pour expliquer que l'abandon de la référence au "centralisme démocratique" était lui aussi un "dépassement" vers plus de démocratie, une façon de s'adapter à l'évolution de la société, à celle *"de la classe ouvrière"*. Mais tous tenaient à répéter qu'il ne s'agissait pas d'abandonner l'identité communiste. Une telle insistance laisse au moins penser que la question est sans doute à l'esprit d'un certain nombre de dirigeants.

Guy Hermier, pour sa part, n'a pas dit sensiblement autre chose, portant à son crédit et à celui de ses amis politiques un changement qui, a-t-il souligné, allait dans son sens. Et, prenant manifestement date pour l'avenir, il appela à hâter cette transformation que d'autres partis communistes , en Pologne, en Italie, etc. avaient su faire à temps, avec profit. Car, a-t-il précisé, *"le vide politique"* qui existe aujourd'hui à gauche, en France, *"se remplira d'une façon ou d'une autre"*.

Guy Hermier, Fiterman se proposent donc de remplir ce vide, et de prendre la place d'un PS amoindri par sa défaite électorale de 1993.

Du coup, le débat entre la majorité et les "refondateurs" se réduit en fait à une discussion sur le rythme de la transformation du PCF. Et sur cette question les "seconds" se flattent d'avoir une longueur d'avance ; car à chaque fois, la direction en place apparaît comme leur emboitant le pas, même si c'est de façon embarrassée.

Et la querelle ne semble plus porter que sur des mots qui, dans le cas d'un parti qui n'a plus de communiste que le nom, recouvrent une réalité depuis longtemps caduque.

Mais ces références – communisme, centralisme démocratique, etc. – même vidées de leur contenu par les dirigeants du PCF, servent encore de drapeau, d'espoirs pour des hommes et des femmes, des militants qui aspirent à autre chose qu'à un simple replâtrage de l'ordre existant et pour qui ces mots et ces symboles n' ont pas perdu tout sens. Des politiciens chevronnés comme Guy Hermier en ont, eux, une nette conscience, lorsqu'ils invitent le PCF à rompre avec, disent-ils, *"un modèle de parti issu de la IIIème Internationale"*. Ils n'ignorent pas qu'il y a longtemps que la IIIème Internationale a été dissoute en 1943 par Staline, et que sa pratique révolutionnaire a été enterrée depuis bien plus longtemps. Ce n'est donc pas contre ce fantôme-là qu'ils s'escriment, mais ils tiennent à bien se définir, et estiment – ils connaissent le poids des mots et des symboles – qu'il est important de se démarquer de cette étiquette-là.

A leur façon, et en négatif, ils posent une vraie question. Celle de la nécessité de maintenir le drapeau, le programme, l'organisation nécessaires pour combattre et renverser le capitalisme.

A cette question, Hermier et les siens, et la future direction du PCF, quelque soit celui qui prendra la succession de Marchais, répondent qu'ils ne souhaitent pas renverser le capitalisme et que la place qu'ils veulent prendre est celle occupée par le Parti Socialiste. Malheureusement pour eux, elle est encore occupée.

Jean-Pierre VIAL

Italie

DE LA "REFONDATION COMMUNISTE" AU SOUTIEN À UNE ALLIANCE DE GOUVERNEMENT

S'il y a succès de la gauche, *"nous aurons le devoir de respecter le mandat donné pour gouverner"* : c'est avec les arguments les plus éculés que le nouveau secrétaire du Parti de la Refondation Communiste italien, Fausto Bertinotti, a justifié le choix fait par le Congrès de ce parti, réuni du 20 au 23 janvier à Rome ; un choix qui consisterait à soutenir le gouvernement mis en place si le rassemblement électoral dit "progressiste" s'avérait vainqueur des législatives du 27 mars.

"Refondation Communiste", comme on appelle plus brièvement le parti, s'était créé en 1991 lorsque la majorité du Parti Communiste italien, sous la direction d'Achille Occhetto, avait choisi d'abandonner le sigle communiste et de se muer en un simple Parti démocratique de la gauche (PDS-Partito Democratico della Sinistra). Une partie de la base, souvent les militants les plus liés à la classe ouvrière, avait décidé de continuer à revendiquer l'appellation communiste, de ne pas rejoindre le PDS, et de créer le PRC. Celui-ci recueille de l'ordre de 7 % des voix, ce qui permet de le comparer sur le plan électoral au PCF en France.

Malheureusement, depuis 1991, le groupe dirigeant du PRC s'est bien gardé de donner un contenu trop clair à des aspirations qui, même confuses, avaient tout de même un caractère communiste et de classe.

Et puis, entre temps, la crise politique italienne s'est développée, débouchant entre autres sur l'adoption d'un système électoral majoritaire qui oblige les partis, s'ils tiennent à une représentation parlementaire, à opérer des alliances. C'est ce qui a permis au PDS d'Occhetto d'être le pôle autour duquel se sont constituées des alliances électorales confuses à souhait, qui vont de Refondation Communiste aux Verts et à des Démocrates-Chrétiens en rupture de ban. Après la déroute des partis de gouvernement traditionnels, un regroupement dit "progressiste" autour du PDS d'Occhetto est maintenant donné comme vainqueur possible des prochaines élections.

En quoi serait-il même seulement "progressiste", on peut se le demander. Occhetto a déja déclaré que s'il gagne, la politique de son gouvernement ne diffèrera pratiquement pas de l'actuelle politique d'austérité du gouvernement Ciampi. La presse bourgeoise italienne ne tarit plus d'éloges sur Occhetto, et la confédération patronale Confindustria a fait savoir de son côté qu'elle ne verrait pas un tel gouvernement d'un mauvais œil... C'est pourtant à un tel gouvernement que la direction de Refondation Communiste donne par avance son soutien !

Une partie de la base de Refondation Communiste, il est vrai, s'est prononcée contre la politique proposée par le groupe dirigeant. En particulier, autour d'un certain nombre de militants trotskystes et d'extrême-gauche, 20 % des délégués ont voté à la fois contre les thèses proposées par la direction et contre cette orientation de soutien à une alliance dite "progressiste". Mais à la tête du parti, vieux staliniens, "communistes rénovateurs" et autres ont su faire alliance. *"Le peuple de gauche attend depuis trop longtemps une occasion de victoire et ne pourrait pas nous comprendre si nous renoncions"* a plaidé pour se justifier un des leaders du parti, Lucio Magri, déclarant aussi que des sacrifices seraient *"inévitables"* et critiquant ce qu'il nomme *"l'étatisme"* (comprendre : "dirigisme, "socialisme", "communisme…". Ce qui signifie en clair que Refondation Communiste plutôt que de renoncer à faire partie d'une majorité de gouvernement, renonce à incarner une opposition de classe et à revendiquer réellement les idées communistes qu'il a fait mine, pendant quelque temps, de vouloir défendre.

Face à une "Union de la gauche" à l'italienne qui dans quelques mois sera peut-être au pouvoir pour mener une politique à la Mitterrand, ces idées, ce programme, seront pourtant plus que jamais nécessaires.

André FRYS

LUTTE DE CLASSE
JANVIER 1994
(N° 4 - Nouvelle série)
est parue

Au sommaire :

– La Russie après les scrutins de décembre : une constitution autoritaire pour un pouvoir sans autorité.
– Afrique du Sud : l'Apartheid disparaît, l'oppression sociale demeure ; les étapes d'une transition politique.
– L'Italie entre une gauche de gouvernement et une droite fascisante.
– Etats-Unis : les syndicats contre l'ALENA.

(La nouvelle série de *Lutte de Classe* est uniquement en langue française). Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres

Algérie

UNE "CONFÉRENCE D'ENTENTE NATIONALE"... SANS PARTICIPANTS

C'est en l'absence des représentants des principaux partis politiques que s'est ouverte mardi 25 janvier à Alger la "Conférence de l'entente nationale" convoquée par le pouvoir.

Le rôle de cette conférence devait être d'obtenir de l'ensemble des formations politiques et des associations (syndicat, associations patronales, association d'anciens combattants...) un accord général pour la mise en place des nouvelles structures provisoires destinées à gouverner l'Algérie : la nomination d'un président provisoire remplaçant la présidence collégiale, mise en place pour deux ans après l'interruption des élections et l'éviction du président Chadli en janvier 1992, la création d'un ersatz de parlement sous la forme d'un Conseil national de transition formé de membres désignés parmi les responsables de partis et associations et de "personnalités", et l'adoption d'une plate-forme commune. Mais les organisateurs de la conférence n'auront donc plus à s'entendre qu'avec eux-mêmes.

En effet, malgré le rappel à l'ordre aux partis lancé le 16 janvier à la télévision par le général Liamine Zeroual, à la fois ministre de la Défense et principal personnage de la "Commission du dialogue national" chargé d'organiser la conférence, les leaders des principaux partis politiques ont l'un après l'autre décliné l'invitation.

Le FFS d'Aït-Ahmed, parti presque exclusivement kabyle, puis le FLN, l'ancien parti unique et le MDA, le parti de l'ancien président Ben Bella se sont successivement désistés : tous trois affirment ne pas vouloir participer à un semblant de dialogue dont l'un des principaux interlocuteurs, le FIS intégriste (Front Islamique du Salut) est exclu. En ce qui concerne le FLN il est vrai, nombre de ses notables ont tout de même leur fauteuil à la conférence, à titre personnel, comme anciens dirigeants de la guerre d'indépendance par exemple.

A l'opposé, le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, l'autre parti kabyle, issu du Mouvement Culturel Berbère) a refusé d'y participer à cause des discussions entreprises entre le pouvoir et le FIS et des concessions faites aux islamistes (dont l'annonce à quelques jours de l'ouverture de la conférence de la libération d'une partie des islamistes détenus dans les camps du Sud) pour tenter de les associer à la conférence.

Finalement côté islamiste aussi, des deux partis islamistes dits "modérés" l'un a refusé de venir, l'autre a quitté la conférence dès la première journée. Et le FIS n'a pas été invité. Si bien qu'il n'est resté à la conférence que les responsables du principal syndicat, l'UGTA, quelques représentants de petits partis sans influence, auxquels s'ajoutaient une longue brochette de "personnalités" ne représentant qu'elles-mêmes et une bonne rangée d'officiers en uniforme.

Avec ou sans l'aval des partis, la Conférence devrait se terminer par la nomination d'un semblant d'assemblée. Et l'état-major, par le biais d'un Conseil de sécurité, devrait choisir lui-même le nouveau président provisoire devant prendre le relais. Cela pourrait être Abdelaziz Bouteflika (ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediene).

Là se limitera le changement, tandis que les attentats et la guerre civile que se livrent depuis près des deux ans militaires et groupes armés islamistes continueront. Quant à la situation économique, les seuls changements auxquels la population peut s'attendre sont un nouveau renforcement de la politique d'austérité, si l'on en juge par les déclarations du général Zeroual, reprochant aux gouvernements précédents, le gaspillage des devises *"sous couvert de slogans démagogiques"* et des subventions *"exagérées"* à la consommation !

Olivier BELIN

La manifestation en Kabylie

UN RÉGIONALISME QUI PEUT DÉVOYER LE MÉCONTENTEMENT SOCIAL ET POLITIQUE

Lundi 17 janvier, des manifestations à Tizi-Ouzou et Bejaia ont rassemblé des dizaines voire des centaines de milliers de personnes (la presse algérienne parle de 400 000 à 500 000 personnes ou même plus).

Cette journée de grève générale et de manifestations en Kabylie avait été organisée à l'appel du Mouvement Culturel Berbère (MCB) et du RCD. L'un des mots d'ordre était de demander la reconnaissance en tant que langue officielle de la langue "tamazight" (c'est-à-dire de la langue d'origine berbère parlée en Kabylie ou, sous diverses variantes, dans d'autres régions) et son enseignement à l'école, alors que le projet de plate-forme soumis à la discussion de la Conférence nationale ne reconnaît la langue berbère qu'en tant que "patrimoine populaire". L'autre objectif était de protester contre le terrorisme islamiste qui, depuis quelques mois, a fait aussi son apparition en Kabylie, jusque-là peu touchée par l'influence intégriste.

Une seconde journée de grève en Kabylie, largement suivie elle aussi, avec des rassemblements moins nombreux qu'une semaine plus tôt, a eu lieu le jour de l'ouverture de la Conférence, le 25 janvier. Elle était encore appelée par le MCB, mais pas la même tendance du mouvement, et soutenue cette fois par le FFS (Front des Forces Socialistes) à la place du RCD.

En janvier 1992, sympathisants du FFS en Kabylie.

Vioujard/Gamma

Evidemment, les organisateurs de ces manifestations ont leurs propres calculs politiques. Ils cherchent à exploiter un sentiment nationaliste kabyle qui, à l'hostilité aux intégristes et à l'opposition au pouvoir en place à Alger, mêle un mépris pour ces "Arabes" qui se laissent avoir par l'intégrisme (préjugé que l'on entend malheureusement souvent exprimer en Kabylie).

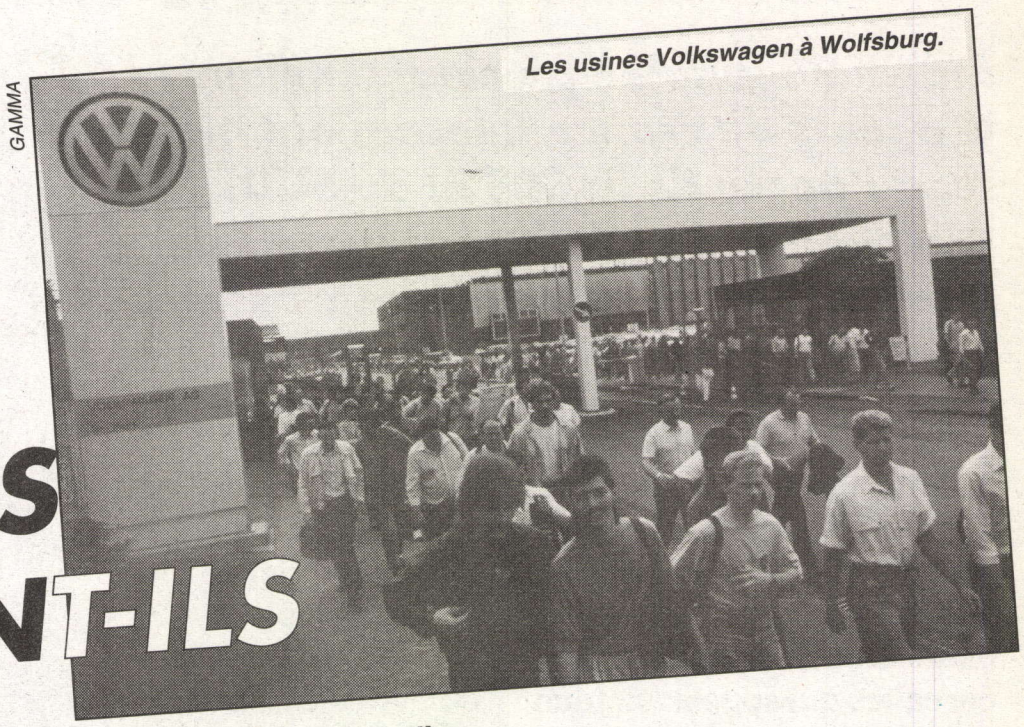
Pourtant il est vraisemblable que si ces manifestations ont rassemblé autant de monde, c'est qu'indépendamment des calculs des leaders, elles ont été vues par la population comme une occasion de manifester plus largement son inquiétude face à la crise que traverse l'Algérie : la crise économique, la misère, le chômage, autant que la crise politique et que la montée de l'intégrisme et le renforcement de la répression qui en sont les conséquences. Et l'inquiétude des manifestants, leur protestation dépassent évidemment largement les frontières de la Kabylie.

La question posée n'est pas kabyle, mais sociale et politique. Mais en Algérie aujourd'hui aucun parti n'est là pour exprimer le mécontentement des pauvres, des travailleurs, des chômeurs, préparer et organiser leur lutte sur un terrain de classe, tandis que la direction de la seule centrale syndicale importante, l'UGTA (l'ancien syndicat unique d'avant 1988), loin d'organiser les luttes contre la baisse du niveau de vie ou les licenciements, apparaît surtout comme l'un des soutiens du pouvoir en place, et même depuis les élections interrompues en décembre 1991, comme l'un des partisans du pouvoir de l'armée.

Allemagne

Négociations contractuelles 1994

LES TRAVAILLEURS BOULEVERSERONT-ILS LE JEU ?



GAMMA

Les usines Volkswagen à Wolfsburg.

L'année 1993 a été meilleure pour les bourgeois allemands que pour les travailleurs. Au soir de la Saint-Sylvestre, les bouchons de champagne ont plus allègrement sauté chez les actionnaires des grands trusts, qui ont vu leurs plus-values boursières dépasser tous leurs records, que chez les travailleurs, dont 600 000 de plus qu'en 1992 se sont retrouvés sur le pavé.

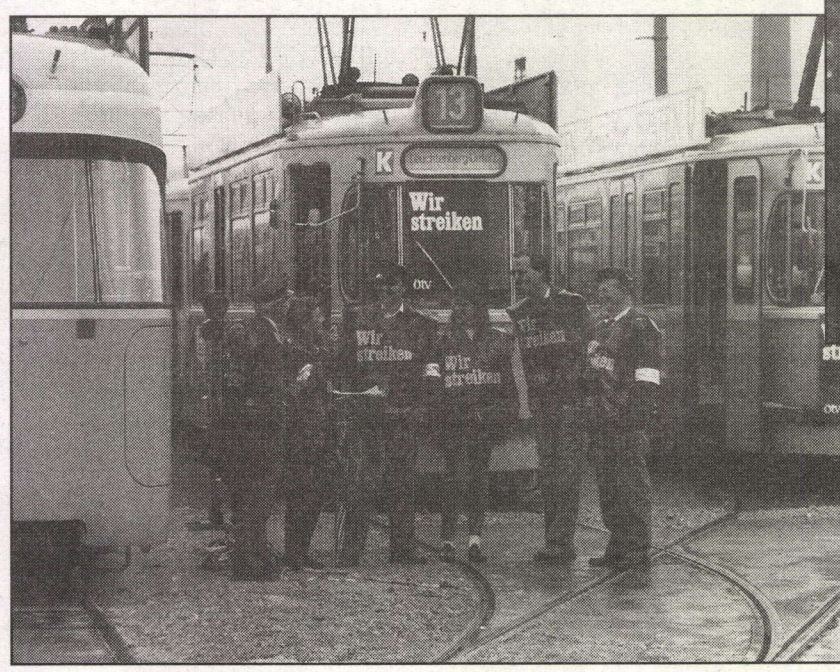
Chômage en hausse, niveau de vie en baisse

Les grands licencieurs, en particulier les trusts de l'automobile qui ont supprimé des emplois par dizaines de milliers, sont arrivés en très bonne position à la Bourse de Francfort : + 77% pour l'action Volkswagen ; + 94% pour Mercedes Holding ; + 46,6% pour Daimler-Benz ; + 41,8% pour BMW...

En même temps que la grande presse donnait ce palmarès, elle publiait les statistiques du chômage : 3,7 millions de chômeurs officiels au total (soit, à l'Ouest : 2,5 millions, 500 000 de plus que l'année précédente ; et à l'Est, 1,2 million, 75 000 de plus). Mais, selon certains, il faudrait estimer à plus de 8 millions le nombre de personnes privées de véritable emploi, si l'on tient compte des 910 000 travailleurs au chômage partiel, des 370 000 ABM (ou "TUC" allemands), des 670 000 travailleurs en formation réelle ou prétendue, des 625 000 travailleurs en préretraite volontaire ou pas, et des deux millions de personnes qui ne demanderaient qu'à gagner leur vie si le capitalisme en crise ne le leur interdisait pas.

Parmi ces "sans-emploi", il faudrait compter un million environ de sans-abri, et les centaines de milliers de demandeurs d'asile, plus ou moins parqués dans des camps ou hébergements de fortune. *Le Monde Diplomatique* de janvier 1994 indiquait que l'Allemagne compte, entre autres, 340 200 réfugiés yougoslaves sur son territoire. Ce qui pose évidemment des problèmes que n'a pas la France, prétendue "terre d'asile", qui en compte... 5 524 !

Le niveau de vie des plus pauvres est encore amputé par les nouvelles "mesures d'économies" du gouvernement Kohl, entrées en vigueur au 1er janvier et qui vont représenter pour eux une ponction de 41 milliards de marks, soit en moyenne pour l'année quelque 1 200 DM (soit 4 000 F) de moins sur le budget des familles populaires, selon les calculs d'un journal d'extrême-gauche.



AFP

GAMMA

Grève à l'Ouest dans les transports (à gauche) et manifestation à l'Est (ci-dessus).

Ces mesures consistent en réductions des indemnités de chômage, augmentation des impôts locaux, des taxes sur l'essence, du téléphone, de l'électricité, de la part payée par les malades pour les médicaments... et même des indemnités kilométriques octroyées aux "Pendler", ces travailleurs de l'Est qui font chaque jour ou chaque semaine le déplacement pour venir travailler à l'Ouest et qui sont quelques centaines de milliers.

De l'avis général, jamais les patrons n'en avaient pris autant à leur aise. Leurs représentants invoquent que l'Allemagne est le pays où les coûts salariaux sont les plus élevés (ce qui est contesté) et ils font surtout du chantage à l'accroissement du chômage pour dire que les salaires devraient diminuer de 15%. C'est leur exigence première. Et ils menacent d'aller exploiter ailleurs, ce qu'ils font déjà : en Asie, ou en Europe de l'Est.

La politique des appareils syndicaux

Face à eux, les responsables syndicaux soufflent le chaud et le froid. Le numéro 2 du syndicat IG-Metall, par exemple, a fait quelques discours menaçant les patrons de conflits sociaux d'importance. Mais, par ailleurs, ils disent vouloir mettre au premier plan la lutte contre les licenciements, façon hypocrite de dire qu'ils consentent à faire passer les salaires au second. Et ils se disent prêts à négocier des réductions de temps de travail sans compensation salariale (avec la bénédiction des leaders du SPD, Rudolf Scharping et Oskar Lafontaine). C'est ce qui s'est fait chez Volkswagen il y a deux mois ; un accord y est intervenu, en principe pour deux ans, entre la direction et le syndicat de la métallurgie IG-Metall, ramenant la semaine de travail à quatre jours (soit 28,8 heures par semaine depuis le 1er janvier 1994, contre 36 auparavant) en échange d'une baisse de salaires d'environ 10%, sous prétexte d'éviter 30 000 suppressions d'emploi.

Un grand nombre de patrons aimeraient, face à la crise, pouvoir mener la politique qui leur chante, et sortir du carcan des négociations contractuelles menées jusqu'à présent par branches et régions. Le patronat allemand aimerait avoir le beurre et l'argent du beurre : d'un côté l'avantage évident que leur ont procuré jusque-là ces accords par branche, ne pouvant être remis en cause que selon une procédure longue et tatillonne destinée à décourager toute flambée de colère ouvrière ; et de l'autre, la liberté d'être davantage maîtres de leur politique chez eux. Mais à ce moment-là, les travailleurs aussi pourraient se sentir les coudées plus franches pour s'engager dans des grèves d'entreprise.

Les négociations dans la métallurgie, la branche la plus importante en Allemagne, qui compte plus de trois millions de syndiqués, sont donc entamées. C'est le 28 janvier que le délai de "paix sociale" expire, au-delà duquel l'appareil syndical peut déclencher des grèves d'avertissement et manifestations, elles-mêmes préludes à un éventuel référendum pour ou contre un conflit d'ampleur, si dans le même temps la conciliation entre les deux parties n'intervient pas.

Dans le même temps, s'ouvrent les négociations dans les services publics, dont les employeurs (Etat fédéral, Etats régionaux et communes) affichent de la même façon leur volonté de geler les salaires.

Les patrons ont évidemment des atouts en main. Mais la classe ouvrière n'est pas résignée à tout, loin de là. Ces trois derniers mois, des manifestations de dizaines de milliers de mineurs, sidérurgistes et ouvriers du bâtiment ont eu lieu. Et, au moment où l'accord Volkswagen s'est discuté et conclu, l'opinion était largement répandue dans la classe ouvrière qu'il n'était pas un modèle et que les salaires étaient tels qu'ils ne pouvaient pas être encore réduits, même de 10 %.

Alors, comme ils disent le craindre eux-mêmes, il n'est pas impossible que les patrons allemands connaissent un "printemps chaud".

Michelle VERDIER

France Telecom

LES EMPLOYÉS CONTRE LA RÉFORM

Mardi 25 janvier, plusieurs milliers d'agents de France Telecom ont manifesté, à l'appel de la CGT et du SUD, de la Direction générale jusqu'au ministère, pour refuser la réforme, les classifications et les nouvelles règles de gestion.

Parmi eux, un millier de grévistes de Haute-Normandie et de Bretagne qui en sont à leur dixième jour de grève. Un vague sous-fifre du ministre a reçu une délégation des grévistes normands.

A noter que, devant le ministère, les seules interventions applaudies ont été celles qui appelaient tous les employés des télécoms à l'action : un militant rouennais en grève qui a appelé à une grève nationale, reprochant à la CGT de ne pas avoir donné de mot d'ordre national, et un militant de Paris-Archives qui a appelé à une manifestation nationale à Paris pour faire céder le ministre...

LO

La grève du 12 octobre dernier, à France Telecom, avait été largement suivie et elle avait obligé le ministre Longuet à ne pas présenter devant le Parlement son projet de transformation de France Telecom en société anonyme, comme il l'avait prévu.

Mais rien n'est véritablement réglé car la réforme mise en place par Quilès en 1990 (séparation de La Poste et des télécommunications, réforme des classifications visant à supprimer les grades de la fonction publique et nouvelles règles de gestion qui ressemblent fort à ce qui est appliqué dans le privé), continue à être appliquée selon le calendrier prévu.

Or, depuis le retour des congés de fin d'année, la notification des nouvelles classifications arrive peu à peu dans les centres qui dépendent des directions régionales, aussi bien à Paris qu'en province.

Si certains, et ils étaient peu nombreux, avaient pu croire que la nouvelle définition des classifications – donc des grilles de salaires – liées au poste de travail allait leur rapporter un petit plus, ils ont vite déchanté.

En effet, l'attribution des postes est faite par les patrons en fonction des postes budgétaires dont ils disposent.

Résultat, en recevant leurs dossiers de classification et en les comparant, ils découvrent qu'ils sont sur deux ou trois grilles différentes alors qu'ils font exactement le même travail. C'est le cas aussi bien pour les agents des centraux téléphoniques que pour des conducteurs de travaux des centres de lignes (ceux qui installent les câbles desservant plusieurs abonnés ou entre centraux). Dans les services techniques, les techniciens sont sur une grille qui correspond au type d'installations sur lesquelles ils travaillent et sur lesquelles ils ont été affectés selon les "nécessités du service", alors qu'ils avaient passé le même concours de recrutement ! Pour certains, la nouvelle classification les met nettement en dessous de leur ancien grade.

Bien sûr, personne ne perdra sur son salaire actuel, mais l'avancement s'en trouve affecté. Et, même si on laisse le choix à chacun de garder son ancien grade ou d'accepter le nouveau système de classification, les nouvelles règles de gestion – qui suppriment le droit aux mutations pour tous les provinciaux venus à Paris avec promesse de pouvoir retourner chez eux et le remplacent par des appels à candidature, qui suppriment l'avancement au concours et à l'ancienneté pour le remplacer par les promotions à la tête du client, là aussi, et qui instaurent la mobilité – s'appliqueront désormais à tous.

Le sentiment d'avoir été berné est donc général dans le personnel des télécoms et, à Paris, le ton est monté dès le 10 janvier.

Très vite, les agents ont commencé à se réunir, à discuter, à aller demander des explications à leurs directions respectives. Ainsi, le 17 janvier, à Paris, un millier d'agents ont occupé le restaurant d'entreprise de la Direction régionale de Paris-Nord. Dans d'autres centres, à Evreux, à Douai, à Mantes-la-Jolie, le personnel a fait un grand feu dans le centre en brûlant les feuilles de classification. Le 20 janvier, il y avait 2 000 manifestants à Paris, 400 à Bagnolet, 400 à Marseille, 500 à Bordeaux, 400 à Lyon, plus de 200 à Lille. A Rouen et dans la région, les employés sont en grève depuis une semaine. A Besançon, il y a eu plusieurs jours de grève également.

Partout, y compris dans les centres où les classifications n'ont pas encore été données - comme sur le site d'Archives à Paris, qui regroupe plus de 1 500 personnes – un sentiment de dégoût et d'injustice règne parmi le personnel.

C'est dans ce cadre que la grève du 25 janvier – prévue par la CGT, dans la région Ile-de-France, à propos des œuvres sociales – a été largement approuvée et s'est transformée en grève contre la réforme, à laquelle le SUD a appelé également.

Correspondant LO

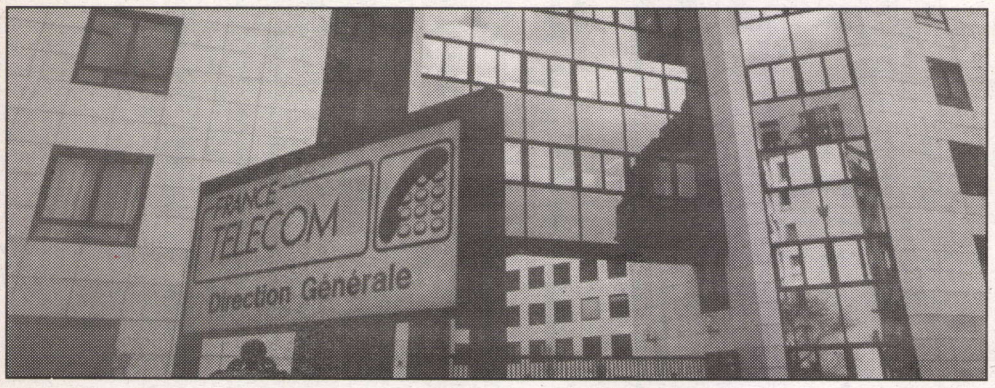
À LYON

CHAUDE A

Depuis la mi-janvier, les agents du Rhône de France Telecom reçoivent leur dossier de reclassification. Les cadres l'avaient, eux, reçu en 1993.

La grande majorité a le sentiment d'être bafouée, d'autant plus qu'on demande à chacun de "choisir" entre son ancien grade ou sa nouvelle classification : faux choix, car de tout façon le reste de la réforme – les nouvelles règles de gestion – s'applique à tout le monde. Ces nouvelles règles sont nettement plus défavorables que les anciennes en matière d'avancement et de notation.

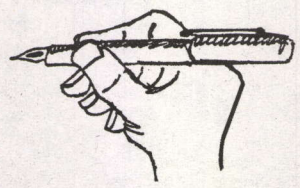
Depuis, au fur et à mesure que les agents reçoivent leur dossier, la discussion se développe dans tous les services. Jeudi 20 janvier, un rassemblement de plusieurs centaines de personnes a eu lieu devant la Direction régionale de Lyon, et cela malgré les pressions des chefs de centre pour empêcher les gens de quitter leur service.



SAUSSIER/GAMMA

...IE... QUILÈS

Dans notre courrier



LE MOUVEMENT DANS LES ALPES-MARITIMES

Un lecteur nous écrit pour relater le mouvement dans les télécoms des Alpes-Maritimes.

"Le centre télécoms de Cannes regroupe environ 180 personnes, essentiellement des agents des lignes. A l'origine de la grève, il y a le rejet de la privatisation, la majorité des agents refusant de remplir les dossiers de reclassification. Le souvenir du succès de la grève du 12 octobre dernier (environ 85 % de grévistes) a été, lui aussi, un encouragement.

Le mardi 18 janvier, une assemblée générale "sauvage" a été convoquée, tout en informant les centres d'Antibes et de Grasse afin qu'ils envoient des délégations, ce qui fut réalisé. Quelque 120 agents étaient présents, sur environ 150 travaillant ce jour-là. Nous avons décidé à l'unanimité de renvoyer nos dossiers à la Direction régionale de Nice, de faire débrayer les agences commerciales et d'informer Nice pour étendre le mouvement. Notre but est aussi de faire débrayer toutes les autres catégories du personnel (techniciens, administratifs...).

C'est la première fois que, dans un mouvement, nous utilisons les véhicules télécoms pour faire débrayer les agences dans Cannes. Environ 60 véhicules et 120 personnes ont participé à une opération escargot. La CGT est à l'initiative avec le SUD, la CFDT et FO suivant le mouvement. A Nice, les agents ont sillonné la ville, avec là aussi les véhicules télécoms, afin de faire débrayer tous les centres. Ils ont rencontré la direction générale. Ils poussent la CGT au dépôt d'un préavis de grève au niveau départemental et national.

Le 21 janvier, 110 véhicules télécoms, soit environ 250 travailleurs, ont encore sillonné Cannes, s'arrêtant devant les agences pour des prises de parole, distribuant des tracts à la population ainsi qu'à la cantine des PTT. Le 27, l'ensemble des syndicats télécoms appellent à une journée de grève régionale (24 heures) avec rassemblement à Nice.

Côté direction, c'est la prudence qui domine. Par contre elle demande que chaque agent réponde, avant le 26 janvier, au dossier de reclassification, exigence que les agents rejettent en bloc."

...AMBIANCE

Le froid et la neige n'ont pas, non plus, refroidi les présents, et l'ambiance s'est vite réchauffée. Des représentants de la direction, qui prétendaient le directeur absent, se sont fait copieusement huer. En fait, le directeur était bien là et les manifestants voulaient discuter directement avec lui. Finalement, et à condition que les menaces de retenue d'une journée de salaire soient levées, une délégation d'une vingtaine de personnes fut acceptée par l'assemblée et le ton y fut soutenu.

Les dirigeants syndicaux ont obtenu que des heures d'information exceptionnelles et prises sur le temps de travail aient lieu dès le lendemain pour faire le point avec le personnel. Mais, un peu partout, on discute maintenant de la nécessité d'un mouvement national pour arrêter la réforme Quilès tout entière.

Correspondant LO

Dans les banques

LES EMPLOYÉS ONT LE POUVOIR DE DIRE NON

Le 3 février, les cinq fédérations syndicales, CGT, CFDT, CFTC, FO et SNB-CGC, appellent à une journée de grève sur l'ensemble des banques AFB (Association française des banques).

Ce sera l'occasion pour le personnel des banques de dire ce qu'il pense de la baisse des salaires, des menaces sur l'emploi et sur les conditions de travail.

Pour les salaires, après avoir osé proposer 1 % – au 1er juillet – d'augmentation du prix du point pour 1994, devant le refus des syndicats, l'AFB a décidé unilatéralement... 0,8 % d'augmentation. C'est de la provocation !

Quant à l'emploi, il y a des raisons d'être inquiets. Depuis plus de dix ans, les effectifs diminuent régulièrement (pour ne prendre que l'exemple du Crédit Lyonnais, nous étions 45 700 en 1978 et fin 1993 nous ne sommes plus que 39 600). Et pour les années à venir, des milliers de suppressions de postes sont envisagées (1200 à la BNP, 850 à la Société Générale et au Crédit Lyonnais 1200 par an pendant trois ans).

Les banquiers noircissent du papier pour nous expliquer que ces départs sont en grande partie des départs naturels (retraite, démission). Mais ils aident aussi "la nature" avec les départs aidés (primes au départ), dont nous savons bien que, vu le marché de l'emploi, ils se termineront tôt ou tard à l'ANPE.

Nous ne sommes pas dupes des déclarations des PDG comme celui du Crédit Lyonnais – Peyrelevade – qui dit *"qu'il n'est pas dans ses intentions de faire payer la note aux salariés"*. Pour preuve, son collègue de la BNP, Pébereau, refuse l'engagement pris par son prédécesseur de remplacer chaque départ par une embauche. D'ailleurs, Peyrelevade lie le maintien de l'emploi à une *"mobilité professionnelle et géographique"*. Sinon... *"il ne sait plus faire"* (sic).

Reste le problème du décret de 1937 qui régit toujours les horaires de travail. Ce décret garantit cinq jours de travail répartis de manière égale, deux jours de repos consécutifs dont le dimanche, et interdit le travail par relais et par roulement. Le patronat bancaire attend avec impatience la suppression de ce décret pour nous faire travailler aux heures et jours qui l'arrangent. Bien sûr, tout cela au nom de l'intérêt de la clientèle : sûrement pas celui des clients ordinaires, les travailleurs qui, s'ils avaient leur mot à dire, préféreraient de loin des crédits moins chers et des commissions moins élevées plutôt que des guichets ouverts six jours sur sept.

Devant toutes ces menaces, certains d'entre nous évoquent des licenciements possibles et les redoutent. Et c'est vrai que, même s'il n'y a pas eu de vagues de licenciements dans les grandes banques, nous n'avons pas oublié ceux dans les petites ou moyennes banques, comme au Crédit du Nord. Une chose est sûre : le seul moyen de faire ravaler d'éventuels projets de licenciements secs aux banquiers, c'est de nous faire craindre. Car nous sommes des milliers d'employés et nous pouvons représenter une force capable de les faire réfléchir à deux fois !

Correspondant LO

Manifestation des employés de banque le 17 septembre 1993 à Paris.

AFP

Chausson

La mise en œuvre des 661 licenciements

LES CONCESSIONS DE DERNIÈRE MINUTE DU GOUVERNEMENT

Après avoir été signifiés à 661 personnes, les licenciements dans le groupe Chausson devaient devenir effectifs 15 jours plus tard, le 25 janvier au soir.

Au-delà du caractère scandaleux des licenciements, il y avait le scandale supplémentaire de la façon dont les listes avaient été composées. A Creil, sur 435 licenciés, il y avait 148 salariés de plus de 50 ans, la quasi-totalité des personnes de 54 ans (48 sur 60) et des handicapés.

Tel quel, le plan constituait une véritable contre-publicité pour Longuet, le ministre de l'Industrie, qui avait promis le 1er décembre, à la tribune de l'Assemblée nationale, *"un plan social exemplaire"* ! Et puis, même si les réactions des travailleurs suite à la réception des lettres de licenciement ne furent pas explosives, les pouvoirs publics restent inquiets après cette mobilisation des travailleurs de plusieurs mois.

Elargissement des FNE...

Aussi, le 18 janvier, à l'occasion de la réunion de la Commission nationale sur l'emploi, organisme paritaire dans lequel les organisations syndicales siègent aux côtés des représentants du ministère du Travail, théoriquement pour approuver ou rejeter les demandes d'aides de l'Etat formulées par les patrons, en particulier pour des conventions de préretraites FNE, les représentants du gouvernement ont décidé de réexaminer avec la direction certaines conditions de départ.

Tout d'abord, la date de prise en charge des personnes âgées de 55 ans a été repoussée de deux mois, à la fin février 1995 au lieu du 31 décembre 1994 ; parallèlement il a été accepté que dans tous les établissements toutes les personnes dans cette tranche d'âge puissent bénéficier du FNE. Ces deux mesures portent le total des FNE à 179 au lieu de 122.

Parallèlement les représentants du ministère du Travail décidaient de discuter avec la direction Chausson de la mise sur pied d'une convention FNE mi-temps valable pendant deux ans et proposèrent peu à peu d'étendre la possibilité d'adhésion à toutes les personnes nées avant le 1er avril 1941, donc à des personnes n'ayant que 52 ans aujourd'hui. Cela pourrait toucher 178 personnes, dont 48 sont en instance de licenciement. C'est quand même une solution meilleure que le RMI pour les personnes de plus de 52 ans qui doivent être licenciées. D'autre part, deux adhésions à ce type de convention sont censées sauver un emploi.

... qui ne règle pas tout !

Mais la direction et le gouvernement ont mis des barrages qui limitent la portée de ces mesures. La direction exige qu'au total il y ait tout de même 661 emplois supprimés. Quant au gouvernement, il impose bizarrement à ceux qui adhéreront à une préretraite à mi-temps de partir à 56 ans alors que les autres salariés bénéficient d'une préretraite à 55 ans.

Si le gouvernement acceptait le départ de tous à 55 ans, cela permettrait d'étendre le bénéfice de la préretraite à l'issue du mi-temps à tous ceux qui sont nés avant le 1er avril 1942 et concernerait 100 personnes de plus, ce qui permettrait de régler tous les licenciements de personnes de plus de 50 ans. A Creil il reste pour l'instant 67 personnes de plus de 50 ans sur les listes de licenciés (sur les 148 du départ) ne pouvant pas bénéficier d'un FNE.

Bien sûr ces mi-temps impliquent des pertes de salaire qui, si on tient compte des primes versées, atteignent 10 % la première année et 28 % la seconde. Mais les salariés qui adhèrent seront assurés de toucher un salaire jusqu'à leur préretraite FNE à 56 ans, même si la société a été mise entre-temps en liquidation (ce serait alors le fonds de garantie des salaires qui assurerait le relais) et donc jusqu'à leur retraite, ce qui est loin d'être le cas pour les quelque 2 300 salariés restant dans le groupe. Aussi l'immense majorité des personnes concernées a décidé, semble-t-il, d'adhérer à la convention en question. La direction leur a concédé, à eux et à ceux qui sont susceptibles de voir leur emploi sauvé par les mi-temps, 15 jours de délai supplémentaires.

Les "Chausson" en lutte.

A l'assemblée qui a réuni plus de 500 personnes à Creil le lundi 24 janvier, chacun a ressenti que la lutte contre le second plan de licenciements se terminait par une concession, certes lâchée du bout des lèvres, mais une concession tout de même du camp d'en face. Pour tous, cela a compté et comptera pour l'avenir.

Correspondant LO

Après les licenciements

Chausson Gennevilliers

LA DIRECTION NE DÉSARME PAS, MAIS LES TRAVAILLEURS NON PLUS !

A Chausson-Gennevilliers, le mardi 11 janvier, le jour où nous nous étions retrouvés après réception des lettres de licenciement ou mise en retraite FNE par 211 d'entre nous, l'entreprise était restée paralysée. Personne n'avait eu le coeur à travailler. Depuis, nous continuons à nous manifester.

Tous les jours, des licenciés sont venus à l'usine pour se retrouver, discuter de leur situation et de leurs droits. Ils sont venus à 60 dans un premier temps, puis leur nombre est tombé à 30, puis 20. Mais leur obstination, et le soutien qu'ils ont trouvé auprès de quelques dizaines de non-licenciés – avec lesquels ils ont mené d'autres actions de protestation, entre autres un blocage des chaînes – a rendu la direction un peu moins sourde à leurs problèmes. Pour les licenciés de plus de 50 ans, quelques avantages ont été concédés (voir notre autre article). Cela dit, la direction n'a rien voulu savoir, à ce jour, sur le "regroupement" des primes de licenciement, c'est-à-dire le versement des 65 000 F en une seule fois.

Par ailleurs, le jeudi 20 janvier, deux délégués de la CGT, déjà licenciés parmi les 211, arrivaient à l'usine avec une deuxième lettre de licenciement : celle-là pour "faute lourde", avec mise à pied conservatoire, parce qu'ils auraient bousculé la chef du personnel le 11 janvier au matin, lorsqu'une délégation massive était allée protester à l'annonce des licenciements. Les prétendues "brutalités" à l'endroit de la chef du personnel ont été inventées, et l'arrêt de travail de dix jours de ladite personne en a étonné plus d'un. Ceux qui étaient présents alors, et ils sont nombreux à pouvoir en témoigner, savent qu'aucune violence n'a été commise. Le soir même, la chef du personnel était toujours à son poste, en forme et elle ne semblait pas atteinte !

D'ailleurs, quand nous sommes montés à une centaine dans les bureaux de la direction, le jeudi 20, pour dénoncer ces deux nouveaux mauvais coups, quelques membres de la hiérarchie ont donné leur point de vue sur ces "non-événements" : un premier a avoué n'avoir rien vu, un second n'avoir pas vu vraiment de violences, et un troisième s'est emmêlé dans ses réponses.

La procédure de licenciement des deux délégués n'en suit pas moins son cours. Ils sont convoqués le mercredi 26 janvier à un entretien préalable à la direction générale, par le PDG et son bras droit qui se sont déjà illustrés par ce genre de provocation dans le passé, alors qu'ils étaient à la tête de l'usine Renault de Saint-Ouen (qui a licencié et fermé).

Le mercredi 26 janvier, tout le personnel était donc invité à un débrayage. Pour dire que trop, c'est trop.

Correspondant LO

Matra-Ericsson-Télécommunications (MET) – Massy (91)

C'EST LA GRÈVE, POUR LES SALAIRES ET LES EMBAUCHES

A MET-Commutation, depuis lundi 17 janvier, 200 à 300 travailleurs sont en grève totale, reconductible chaque matin en assemblée générale, soutenus par tous les syndicats (CGT, FO et CFDT, sauf la CGC).

Sur la banderole verticale est écrit "Tout le personnel EN GREVE pour les horaires".

LO

Pour comprendre ce qui a entraîné dans la grève une partie importante des techniciens et des ingénieurs, l'essentiel du personnel de cette entreprise, il faut imaginer l'ambiance de ces derniers mois.

A MET, les affaires vont plutôt bien pour les patrons et les actionnaires. Les carnets de commandes de centraux téléphoniques sont pleins (France-Telecom étant actuellement un fort bon client).

Certes, le PDG pleurniche : *"Cela ne peut pas durer...Il faut faire des efforts...Il faut rester compétitifs..."* mais les bénéfices avoués cette année sont en augmentation de 76 % par rapport à l'année dernière.

Or, pour nous, cela s'est traduit, au fil des ans, par des pressions répétées pour faire le travail en fonction des disponibilités du matériel, à n'importe quelle heure, la nuit et souvent même le week-end. Avec le système d'horaires variables en vigueur, qui veut que les heures soient "écrêtées" au-delà d'un crédit de 24 heures, c'est plus de 80 000 heures qui n'ont pas été payées : "écrêtées" ! Sur l'année, cela représente l'équivalent de 36 emplois.

C'est dans cette ambiance "boulot-boulot" qu'est tombée la nouvelle d'un petit 1,2 % d'augmentation générale et de 1,3 % d'augmentation individualisée (2,5 % entièrement individualisés pour les ingénieurs). Les trois premiers débrayages lancés par les organisations syndicales ont regroupé de plus en plus de monde. Le ras-le-bol s'est exprimé. D'abord par l'affluence : plus de 300 personnes, dont beaucoup d'ingénieurs, ce qui n'est pas si courant. Ensuite par la décision de se retrouver lundi 17 janvier, en assemblée générale, pour envisager la suite à donner au mouvement si la direction refusait de reconsidérer ses propositions et d'avancer la réunion officielle de négociation salariale prévue initialement pour la fin du mois, puis pour le jeudi 20 janvier.

La direction a fait savoir qu'il n'était pas question pour elle d'avancer la réunion et de discuter sous la contrainte, et la grève totale fut alors décidée par 300 personnes sur les 320 présentes à l'assemblée. Et elle fut reconduite chaque jour, au moins jusqu'à la réunion en question.

Manifestations dans l'usine, visites animées au PDG, chansons créées pour la circonstance, pétition pour empêcher l'inspecteur du travail d'accorder la dérogation demandée par MET pour dépasser officiellement l'amplitude quotidienne du travail de 10 à 12 heures, distribution de tracts pour élargir le mouvement, communiqués à la presse, discussions sur les revendications, nous n'avons pas chômé ! Enfin, le 20 janvier, c'est à plus de 400 (sur les 650 présents dans l'usine) que nous avons fait grève tandis qu'un débrayage d'une demi-heure à l'usine de production de Longuenesse, dans le Nord, venait appuyer notre mouvement.

Mais voilà qu'à la fameuse réunion, à notre revendication de 5 % d'augmentation avec un plancher de 700 F. minimum, le directeur a eu le culot de répondre par un petit "plus" de 0,5 % et n'a même pas daigné répondre à notre exigence de revenir à un horaire hebdomadaire de 38 heures 30, en embauchant le personnel nécessaire. L'assemblée générale de l'après-midi a donc reconduit la grève, malgré le militantisme actif de la CGC en faveur de la reprise du travail. Le lendemain, vendredi 21, nous pouvions même vérifier notre efficacité : l'ordinateur central était bloqué.

Depuis, et malgré la coupure du week-end, le travail n'a pas repris. D'autant plus que le PDG de Matra-Commutation a accepté de recevoir les délégués des syndicats le mardi 25 au matin, pour leur dire...qu'il n'avait rien à leur dire ! Ce qui a beaucoup contribué au succès d'une assemblée de 400 personnes, devant laquelle le directeur de Massy a dû venir s'expliquer.

Et comme il n'a guère été convaincant, la grève continue !

Correspondant LO

Hôpital d'Angers

LES PERSONNELS DE NUIT EN GRÈVE POUR LES 35 HEURES

Fin 1991, le ministre chargé de la Santé, Bruno Durieux, du gouvernement d'alors, avait promis les 35 heures au personnel de nuit des hôpitaux. Il avait donné deux ans aux administrations pour les rendre effectives. Mais il ne s'était engagé que sur 4 000 embauches, pour l'ensemble de la France.

A l'hôpital d'Angers, cela s'est traduit par la création de 22 postes sur les 40 demandes. En 1993, il a fallu un mouvement du personnel de nuit pour obliger la direction à réduire la semaine de travail à 37 h 15, et cela sans toucher aux horaires, et sans diminuer le nombre de récupération de fériés.

Mais, depuis, rien n'est arrivé. Pas de poste à l'horizon pour l'application des 35 heures qui doit être effective au 1er janvier 1994. C'est pourquoi le personnel de nuit, réuni à l'appel de la CGT et de FO a décidé la grève, à partir du 27 janvier.

Il manque par ailleurs 350 postes dans l'hôpital, alors que la plupart d'entre nous ont des enfants au chômage. Plus de 200 CES – les "Contrats-Emploi-Solidarité" – sont employés à des tâches de remplacement. Les camarades contractuels le restent pendant quatre ans, voire cinq ou plus. Voilà ce qui nous met en colère, d'autant que par-dessus le marché, le ministère se moque de nous en traitant nos droits par-dessus la jambe !

La direction ne parle que budget. Nous, nous refusons cette logique : notre droit doit être respecté et nous le ferons savoir.

Correspondant LO

La SNCF veut "se réconcilier avec ses voyageurs"

APRÈS SOCRATE, PONCE-PILATE ?

Jacques Berducou, le directeur de l'Activité Grandes Lignes de la SNCF, a mis en oeuvre une série de mesures destinées à *"réconcilier le voyageur avec la SNCF"*. L'entreprise promet d'être plus que difficile si l'on en juge par les premières d'entre elles.

Pour ce qui est des prix des billets tout d'abord, Berducou inaugure ce qu'il appelle une *"nouvelle politique commerciale"* par l'annonce, non pas d'une baisse des tarifs, mais... d'une modération des hausses : *"Aucun tarif ne sera majoré de plus de 5 % et les abonnements n'augmenteront que de 3 %"* indique la direction, fort contente d'elle. Toutefois, de véritables réductions interviennent. Sur certains TGV en particulier, elles pourraient atteindre 25 %. Des réservations TGV passent de 18 F à 3 F pour les lignes qui ne sont pas à grande vitesse, comme celles du réseau Sud-Ouest par exemple, ce qui semble quand même normal... Enfin, les prix des cartes Kiwi, Vermeil, Carissimo reviennent à leur niveau d'avant le 1er octobre 1993.

Entre les réductions annoncées et les augmentations dites modérées, le solde se traduit quand même par une hausse moyenne annuelle des tarifs de 1,2 %. Une moyenne qui peut grimper par exemple jusqu'à + 5 % pour certains banlieusards, selon le trajet parcouru, selon la ville de départ et celle d'arrivée, etc. *France-Soir* du 22 janvier citait des trajets en hausse de 5 % sur Paris-Dreux (82 km, en 2e classe) et de 4,54 % sur Paris-Creil (51 km, en 2e classe) ; des baisses nettement plus discrètes, en 2e classe toujours mais sur des distances plus importantes comme par exemple Paris-Vierzon, 200 km : – 0,77 % ; Paris-Bar-le-Duc, 254 km : – 2,47 %. Bref, les voyageurs n'ont pas fini d'avoir des surprises en payant leur billet, surtout s'ils cherchent à comprendre le pourquoi et le comment de la définition du prix...

Il n'est donc pas étonnant que le nouveau billet bleu SNCF s'attire déjà des remarques désobligeantes de voyageurs énervés. Il n'est pas plus clair que le précédent, ne serait-ce – ainsi que le faisait remarquer une association d'usagers – qu'en raison de *"réductions rarement appliquées sur la totalité du tarif"*, tarif qui lui-même se définit en fonction du train (à supplément éventuel), de la situation du voyageur (cartes Vermeil, Kiwi, etc.) et qui sait peut-être, de l'âge du chef de gare.

Dans la série des mesures devant, selon Berducou, *"assainir une situation qui n'était pas bonne"*, figure l'effort fait pour l'accueil. En plus des 500 employés SNCF chargés, en 1993, de renseigner et d'aider les voyageurs, 200 nouveaux devraient permettre, d'ici à la fin de l'année, de diviser par deux le nombre de voyageurs qui font la queue plus de 10 minutes aux guichets des grandes gares. On ne voit pas par quel miracle mais, puisque Berducou le dit...

En tout cas, il est prévu qu'un voyageur montant dans le train sans avoir réussi à obtenir un billet n'aura plus qu'une amende de 30 ou 50 F (au lieu de 100 F précédemment), à condition toutefois qu'il arpente le train en tout sens pour se présenter "spontanément" au contrôleur...

Dernière trouvaille annoncée : la désignation d'un médiateur pour régler les différends avec les usagers mécontents. Mais attention, pas question que ces derniers s'adressent à lui directement. Ils devront passer par une association de consommateurs qui, dans un second temps, saisira le médiateur en question, qui à son tour pourra saisir le président de la SNCF, c'est-à-dire en fait son service juridique. Ledit médiateur serait nommé par le même président et choisi parmi les cadres de la SNCF. Probablement pour garantir un règlement rapide des litiges. En faveur de qui, allez savoir !

Pour tenter de faire oublier Socrate et ses frasques, la direction SNCF est décidément prête à... presque tout.

Lucienne PLAIN

Paris Gare de Lyon

TGV SURPRISE

ARC

Il vous vient à l'idée de prendre le TGV. Pour votre confort et pour être certain d'avoir une place assise, vous réservez votre place longtemps à l'avance, comme le préconise la SNCF. Le jour du départ, réservation en poche, sûr de vous, vous vous présentez en Gare de Lyon pour prendre place à bord de votre TGV. Et là, comble de stupeur, vous ne trouvez pas votre voiture. Pour cause ! Elle n'existe pas...

En effet, pour raison d'économies, la SNCF se permet de réduire la composition des TGV au dernier moment : s'il est prévu deux rames, il arrive qu'une soit supprimée. Dans ce cas, les voyageurs sont comprimés dans la seule rame disponible. Et tant pis si certains voyageurs (c'est-à-dire certaines réservations payées) sont oubliés. Ne parlons pas de ceux qui arrivent à l'improviste. Les places sont chères puisque la SNCF calcule au siège près et comme chacun sait, TGV ne signifie nullement "très grand volume"...

C'est d'autant plus la panique que les cheminots ne sont même pas mis au courant de la situation. Le temps de replacer tout le monde et le TGV part avec du retard, mais plein comme un oeuf... ou comme un train de banlieue si vous préférez. Voilà sans doute ce que la SNCF appelle *"le progrès partagé par tous"* !

Correspondant LO

SNCF - EMT Saint-Pierre-des-Corps (Tours)

LA COTE D'"OPALE" EST BASSE !

C'est ce mois-ci que l'expérience "OPALE" doit commencer à l'EMT, l'Établissement de Maintenance et de Traction de Saint-Pierre des Corps (il s'agit de la dénomination nouvelle des dépôts). Le nom d'OPALE pourrait être poétique, mais il signifie en l'occurrence : "Outil Portable Agent de conduite en Liaison avec l'Établissement", c'est-à-dire que les agents de conduite saisiront sur un ordinateur portable les éléments variables de solde – indispensables au calcul des primes – et le suivi des temps de travail et de repos. Dans un premier temps, une cinquantaine de volontaires vont essayer le matériel portable, puis la généralisation de l'expérience à tous les conducteurs de la SNCF se fera, si la direction valide l'expérience effectuée à Saint-Pierre.

Actuellement, c'est le personnel administratif qui saisit ces informations à partir du bulletin de traction et du graphique de service que les conducteurs remplissent manuellement. Cela entraînera bien évidemment des centaines de suppressions de postes administratifs et c'est d'ailleurs un des buts recherchés. Ainsi à l'EMT de Saint-Pierre, six emplois sont directement menacés. Sur l'ensemble de la SNCF, selon un document interne de juillet 1992, la direction estimait à plus de 700 le nombre d'agents des services communs des établissements à reclasser.

Les conducteurs volontaires pour tester "OPALE", eux, sont plutôt attirés par l'aspect suppression de la paperasse (graphique, bulletin de traction). Mais d'autres estiment qu'ils sont suffisamment seuls sur leur machine pour ne pas désirer rompre leur lien avec le personnel administratif, alors que chez celui-ci la mise en œuvre de l'informatique s'accompagne, le plus souvent, de suppressions d'emplois.

Ainsi, l'informatisation de la gestion du personnel permettant sa décentralisation, récemment étendue aux prestations sociales, a entraîné la suppression de dizaines d'emplois dans les divisions régionales SNCF, tout en aggravant les conditions de travail dans les établissements.

La peur de ne pas retrouver d'emploi dans l'établissement est motivée par le fait que personne n'est capable de nous dire, à l'EMT (comme ailleurs sans doute), ce que deviendront les agents dont les postes seront supprimés. Par ailleurs, sur la région de Tours, il n'y a que peu d'emplois administratifs en dehors de la direction régionale, dont le regroupement avec celle de Paris-Rive-Gauche est envisagé.

Alors, on comprend que l'informatique, qui devrait servir à améliorer les conditions de vie et de travail, rend surtout inquiet sur son avenir le personnel des services administratifs.

Correspondant LO

Annualisation du temps de travail

Thomson Télévision (Angers)

"MODULATION BASSE" OU "MODULATION HAUTE"...

Cela fait maintenant plusieurs années qu'à Thomson Télévision Angers la direction s'efforce d'imposer une répartition du temps de travail en fonction des aléas de la production.

Sous prétexte que les téléviseurs se vendent plus au second semestre, en raison des fêtes, la direction prétend que la production des TV a un caractère "saisonnier". Elle entend donc nous imposer une charge de travail supérieure au deuxième semestre, et nous faire chômer au premier.

Elle a pour cela inventé toute une terminologie : au premier semestre, nous sommes en "modulation basse", c'est-à-dire que nous avons un certain nombre de jours chômés que nous récupérons au deuxième semestre (appelé période de "modulation haute"). Notre salaire reste constant sur 12 mois, ce qui est tout bénéfice pour la direction qui ne paie ainsi pas d'heures supplémentaires pour les jours récupérés. Ces jours de "modulation haute" sont récupérés le samedi matin.

Mais, cette année, le nombre de jours à récupérer est bien plus important que les autres années. Il y en a en effet 18, contre 7 ou 8 les années précédentes. Par conséquent il est impossible de tous les récupérer sur les samedis matin du second semestre. La direction a donc décidé, en plus, d'allonger d'une heure le temps de travail de l'équipe d'après-midi qui finira ainsi à 22 heures. Et comme cela ne suffit encore pas, elle fixe arbitrairement une semaine de congés en mai.

Le coup de la semaine de congé, elle avait déjà essayé de nous le faire l'an dernier, mais nous avions fait grève pendant 5 jours et elle avait dû remballer son projet.

Malheureusement, cette année, la direction a réussi à convaincre la CFDT de signer un accord qui prévoit la mise en place de ce plan. La CFDT, majoritaire dans l'usine (49 % contre 41 % à la CGT), justifie sa signature en affirmant que la direction offre des compensations intéressantes. Pensez donc, elle s'est engagée à "étudier" l'aménagement des postes de travail qui provoquent des tendinites. Elle s'est aussi engagée à ne pas s'opposer aux demandes de départ en FNE, et à réembaucher des jeunes pour remplacer les travailleurs qui partiraient. C'est une promesse qui ne lui coûte strictement rien puisque, pour les FNE, c'est l'Etat qui paye.

La signature de la CFDT qui, soit dit en passant, avait participé à la grève contre le fractionnement des congés en février dernier, ne peut que contribuer à décourager les travailleurs qui auraient voulu s'opposer à ce sale coup de la direction. Celle-ci n'a d'ailleurs pas lésiné sur les menaces : elle proclamait, jusqu'à la signature de l'accord, qu'il y avait un sureffectif de 180 personnes. De plus, malgré l'accord de modulation, il devait y avoir 17 jours de chômage partiel en plus au premier semestre. Dès la signature de l'accord par la CFDT, elle a annoncé qu'il n'y aurait ni licenciements ni chômage partiel. Il n'y a pas de manière plus claire de nous montrer que toutes ces menaces sur l'emploi n'étaient que du chantage.

La direction espère que la signature de la CFDT permettra d'éviter des conflits lors de la mise en place concrète de ce plan au second semestre 1994.

Mais il n'est pas dit que cette annualisation déguisée du temps de travail passera comme une lettre à la poste, avec ou sans la CFDT.

Correspondant LO

Jeumont-Schneider (Lyon)

"AVEC RÉALISME"... CONTRE LE PERSONNEL

Après une année 1993 exceptionnellement surchargée de travail, la direction de Jeumont-Schneider Lyon a annoncé que 1994 serait au contraire sous-chargée. Depuis le début de l'année, cette perspective sert de prétexte à une attaque tout azimut contre le personnel.

D'abord le chômage partiel a touché, dès le 3 janvier, 50 % d'un atelier de 64 ouvriers. Pour réduire et même éviter le chômage, le patron a proposé des mutations dans d'autres usines du groupe Merlin-Gerin à Grenoble... à 100 km de Lyon. Malgré les conditions de vie que cela implique, 2 à 3 heures de transport en car tous les jours, une trentaine d'ouvriers ont fini par accepter le voyage pour éviter de chômer. Du coup, le chômage partiel annoncé est réduit, mais la production, car il y a toujours pas mal de travail, est désorganisée par les départs à Grenoble. Et les "voyageurs" ont le sentiment d'avoir été bernés depuis qu'il est question de muter à leur place des ouvriers d'autres ateliers pour faire leur travail.

Ensuite, la direction veut organiser des cycles de formation pour les ouvriers. L'affaire est importante puisque, sur les 500 ouvriers que compte l'entreprise, 300 devraient y participer. Le thème de la première partie inquiète et indigne le personnel puisqu'il s'agit d'"apprendre à réapprendre", ce qui est destiné paraît-il à nous mettre en condition pour aborder des formations plus précises sur les métiers de l'usine.

Enfin la direction commence à parler d'inviter les organisations syndicales à lui faire des propositions pour éviter les licenciements secs dans l'avenir. C'est la première fois qu'il est question de licenciements dans l'entreprise, mais on sait déjà qu'ils seront secs... sauf, croit-on comprendre, si le personnel accepte sans attendre de faire encore plus de sacrifices que d'habitude.

De toute évidence, les dirigeants de cette entreprise se servent de la situation générale, le marché du transformateur de puissance étant aussi incertain que les autres, pour anticiper fortement des mesures que rien ne semble justifier. Depuis des années les comptes de l'entreprise font apparaître des bénéfices, les dividendes des actionnaires ont augmenté de 25 % en 1993, sans compter tous les artifices habituels aux finances patronales, "réserves spéciales" ou autres, pour masquer les richesses d'une entreprise. On comprend que, dans ces conditions, le personnel est assez peu enclin à accepter de se sacrifier et l'ambiance est plutôt à la grogne dans les ateliers et les services.

"Avec réalisme...", c'est le titre de la lettre de vœux que notre patron nous a cyniquement envoyée en ce début d'année ; le terme risque bien d'être tout à fait adapté à la saine réaction de colère que tout son cinéma risque de provoquer !

Correspondant LO

LEP Forman (Issy-les-Moulineaux - 92)

L'ADMINISTRATION DOIT RECULER

Le LEP Forman à Issy-les-Moulineaux avait déjà, avant les vacances, manifesté son opposition à la suppression de deux sections et à la mutation d'une troisième, visant de fait à une radiation du LEP qui est de type "Pailleron". Avec le nouveau lycée, cela permettra une vaste restructuration des sections, pour gagner des postes... et un peu plus de chemin pour les élèves.

Mais devant le fait accompli, les enseignants, en grève à plusieurs reprises, multiplient les initiatives, occupent les bâtiments, pétitionnent, prennent contact avec d'autres établissements, avec la mairie d'Issy qui dit ne rien savoir. Quant au rectorat, à part le responsable de la communication qui ne peut pas grand-chose, c'est : *"Circulez, c'est complet, on ne peut pas vous recevoir"* !

Bref, la manifestation du 16 janvier aidant, les enseignants ont décidé d'occuper les locaux administratifs les 20 et 21 janvier afin d'obtenir une audience, qui fut à nouveau refusée. Ce dernier jour, d'ailleurs, les élèves étaient aussi en grève. Le mouvement allait bon train, les contacts s'organisaient quand, surprise, le rectorat annonça que la situation était gelée : maintien des trois sections, donc du lycée polyvalent et de fait le *"droit"* pour les élèves et les enseignants et les non-enseignants de ne pas être déplacés comme des pions.

Peur d'une extension du mouvement ? En tout cas notre détermination a été pour quelque chose dans ce recul de l'administration et la suspension de la décision.

La préparation des élections européennes

Nos lecteurs se souviennent peut-être que, courant décembre, nous avions proposé à la LCR de présenter une liste commune de nos deux organisations aux élections européennes de juin 1994.

Nous publions ci-dessous la réponse que nous venons de recevoir de la LCR.

Nous publions à nouveau, pour ceux de nos lecteurs qui ne l'auraient pas lue ou ceux qui ne s'en souviendraient pas, le texte de la lettre que nous avions envoyée à la LCR.

LETTRE DE LUTTE OUVRIÈRE

à la Direction de la Ligue Communiste Révolutionnaire,

Chers camarades,

Comme nous le savons tous, l'année 1994 verra se dérouler pour la quatrième fois des élections européennes.

La première fois, nous nous sommes présentés en commun, par contre les deux autres fois, cela ne s'est pas fait.

Pourtant, cette fois encore, nous pensons qu'il serait nécessaire que nos deux organisations présentent une liste commune.

Nous savons que votre choix politique actuel est de tenter de rassembler ce que vous appelez *"toutes les forces opposées à l'Europe de Maastricht, à l'Europe du profit"*, sur une liste capable de franchir, grâce à ce rassemblement, dites-vous, le seuil des 5%.

Pour notre part, nous ne sommes pas partisans d'un tel rassemblement qui nous paraît impossible à réaliser sur des bases saines.

Les Verts et les écologistes en général, en tout cas leurs principaux dirigeants et leurs principales organisations, nous ont largement montré ces dernières années qu'il ne s'agissait pas de courants anti-capitalistes et encore moins révolutionnaires, mais de mouvements dont les principaux responsables ne sont prêts qu'à intégrer l'appareil politique de la bourgeoisie, et, même si les idées que ces courants défendent sont louables, ceux qui les incarnent sont loin de nos idéaux comme des intérêts des travailleurs.

Quant aux réformistes comme Chevènement, ils sont ouvertement, au même titre que Juquin et d'autres, dans le camp de la bourgeoisie.

Alors, à quoi bon passer la barre des 5% et avoir ainsi des élus de cette façon, si personne n'a le moindre contrôle politique sur ce que feront ou diront ceux que vous aurez ainsi cautionnés et contribué à faire élire à côté de vos militants ?

Il serait en effet erroné d'apporter la caution de votre organisation, de votre programme et de vos idées, celle du crédit que vous ont apporté des générations de vos militants, celle de votre passé organisationnel et politique, à des individus ou à des groupes qui représentent des idées et des intérêts qui sont contraires à tout votre capital. Cela en serait même une véritable trahison.

En outre, il ne faut surtout pas se cacher que tous ces gens-là ne veulent pas de vous (tout comme ils ne voudraient pas de nous) sur la même liste qu'eux, peut-être parce qu'ils ont un sens de classe rigoureux.

Alors, tout ce que vous pourriez trouver à rassembler sur votre liste, ce sont des individus isolés qui ne représentent qu'eux-mêmes, aucune force ni militante ni politique et qui, de ce fait, ne vous aideraient en rien à passer la barre des 5% qui est votre objectif. Et le problème de contribuer à faire élire des gens qui pourraient se révéler des adversaires du monde du travail reste entier.

C'est pourquoi, nous vous proposons de faire liste commune, sous notre drapeau commun, le communisme révolutionnaire, le drapeau de deux organisations révolutionnaires prolétariennes, partisans de la socialisation des moyens de production, d'une planification démocratique à l'échelle de l'Europe, ne laissant pas au jeu du profit capitaliste et du marché aveugle la charge de déterminer ce qui doit être produit, en quelle quantité et pour qui. Deux organisations défendant une organisation sociale et économique européenne qui, en fonction des besoins, consacrerait tous les bras et toutes les forces productives disponibles à produire les biens essentiels au plus grand nombre, logements, services publics, hôpitaux, écoles, transports en commun, etc., en réalisant dans certains secteurs les investissements qui seraient nécessaires pour diminuer l'horaire de travail dans le respect de la santé de tous, tout en offrant à chacun un salaire décent, mais investissements limités au strict nécessaire, pour préserver notre environnement commun.

Ce ne sont ni les frontières ni les barrières douanières qui protégeront les travailleurs du chômage, mais l'abolition de la propriété et du marché capitalistes responsables de la crise.

Voilà ce que pourrait être notre programme, qui est d'ailleurs fondamentalement le programme que nous avons en commun depuis toujours, la révolution sociale et communiste.

Voilà sur quelles bases nous pourrions nous présenter en commun, en partageant évidemment par moitié les frais de campagne ainsi qu'en répartissant équitablement les efforts militants sur l'ensemble du territoire.

Nous sommes prêts à vous rencontrer pour discuter de cette opportunité mais cette discussion serait inutile bien entendu si vous aviez deux fers au feu, et que vous ne vous soyez pas encore décidés entre un choix et un autre.

Vous écrivez que vous ferez tous les efforts possibles pour que votre politique de rassemblement réussisse, mais que si, d'ici janvier 1994, vous n'aviez pas abouti, vous envisageriez alors sous quelle forme vous pourriez vous présenter.

En conséquence, le mois de janvier, une fois que vous aurez fait votre choix définitif, et si vous avez dû renoncer à votre tentative de regroupement, nous paraîtrait le meilleur moment pour nous rencontrer.

Veuillez agréer, chers camarades, l'expression de nos fraternelles salutations communistes révolutionnaires.

Pour la Direction nationale de Lutte Ouvrière

J.-P. VIAL

RÉPONSE DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

à la Direction de Lutte Ouvrière,

Le 23 janvier 1994

Chers camarades,

Nous avons bien reçu le courrier du camarade Vial et vous en remercions.

Vous y envisagez la présentation d'une liste commune avec la LCR aux élections européennes. Sans doute est-ce votre réponse aux propositions que nous avions nous-mêmes formulées lors de la rencontre de délégations de nos directions respectives, au mois de juillet dernier. Nous la considérons, en ce sens, avec un intérêt d'autant plus grand qu'elle permet d'approfondir la discussion entre nos deux organisations.

Comme vous l'indiquez, les élections européennes représenteront une échéance cruciale de l'année qui s'ouvre. Après l'explosion du Système monétaire européen, le traité de Maastricht révèle son incapacité à répondre aux défis de la crise et à permettre aux bourgeoisies du continent de surmonter les contradictions d'intérêts qui les opposent. En France, le mouvement social connaît une réactivation dans la résistance à la mise en œuvre du programme de la droite.

Autant dire que ce scrutin constituera un moment fort de débat dans le mouvement ouvrier. De notre point de vue, il doit permettre l'affirmation d'une perspective en laquelle puissent se reconnaître celles et ceux qui ne sont pas résignés au modèle capitaliste dominant, mais ne trouvent pas de débouché politique à leurs luttes.

Aussi, les bases d'une liste à ces élections nous paraissent-elles devoir se situer dans le prolongement du combat de septembre 1992 pour un "non" de gauche au traité de Maastricht. Quelques axes simples suffiraient à répondre aux aspirations de tous ceux qui veulent aujourd'hui combattre l'Europe du profit, du libéralisme sauvage et des exclusions :

— contre l'actuelle Union européenne, qui incarne l'Europe des banques et des multinationales, pour l'Europe des peuples mobilisés ;

— contre l'Europe du chômage, de la remise en cause des acquis, des privatisations ; pour une Europe sociale, qui aligne les législations sur les conquêtes les plus élevées, favorise la réduction radicale de la durée du travail sans réduction de salaire ni remise en cause des statuts, assure à tous un emploi, un revenu, un logement décents, une protection sociale de qualité ;

— contre l'Europe du racisme et de la répression ; pour une Europe démocratique et citoyenne, où ceux qui vivent et travaillent bénéficient de droits civiques et sociaux égaux ;

— contre l'Europe des purifications ethniques et des guerres dévastatrices ; pour une Europe reconnaissant le droit des peuples et des nationalités à déterminer librement leur destin, une Europe assurant leur égalité en droits à travers une structure confédérale ;

— contre l'Europe-forteresse, indifférente à la détresse des millions de pauvres qui se pressent à ses frontières : pour une Europe ouverte à l'Est et solidaire du Sud ;

— contre l'Europe des dévastations de l'environnement ; pour une Europe écologique, fondée sur un nouveau mode de croissance et réconciliant développement au service des besoins sociaux et préservation des grands équilibres naturels ;

Un accord de nos deux organisations sur ce type d'axes constituerait un levier précieux pour aider aux décantations à gauche et dans le mouvement social.

Vos intentions affichées paraissent toutefois assez éloignées. Vous relevez que nous pourrions ensemble nous présenter "sous notre drapeau commun, le communisme révolutionnaire". Certes, sur ce point, nous partageons le même programme. Il ne saurait, pour autant, représenter la base d'un accord. Une liste aux élections européennes n'a de sens que si elle contribue à permettre aux travailleurs de trouver le chemin de la remobilisation, si elle sait formuler des propositions aptes à faire renaître une perspective crédible de transformation sociale. En d'autres termes, si elle apparaît à une fraction de l'électorat populaire porteuse d'un projet répondant à ses attentes réelles.

C'est en ce sens que nous avons indiqué qu'une telle liste devrait, sans complexe, afficher son ambition de passer la barre des 5 %. Non par souci d'électoralisme : nous vous avons souvent fait savoir que nous ne prisions guère les formules faciles et parfois démagogiques dont vous usiez dans vos propres campagnes électorales. Mais parce qu'il est parfaitement légitime de rechercher le seuil de crédibilité permettant que des députés puissent, au Parlement européen, défendre les objectifs précédemment évoqués.

On rejoint, ici, la nécessité de rassembler, sans préalable autre que l'accord sur les bases d'une liste, les forces, courants et militants prêts à défendre, loyalement et ensemble, une autre perspective pour l'Europe. Que les formations concernées, qu'elles soient issues de la mouvance socialiste, communiste ou écologiste, ne partagent pas notre objectif historique de la révolution sociale et communiste, nul ne le découvrira en lisant votre lettre. Qu'elles expriment, face à la faillite des partis traditionnels de la gauche, la recherche d'une issue à la crise du mouvement ouvrier, c'est en revanche une évidence que seule la direction de Lutte Ouvrière refuse de voir.

On ne voit donc pas pour quelles raisons les révolutionnaires refuseraient le dialogue avec ces forces, sachant que l'action commune est toujours le meilleur moyen d'éclairer, à une large échelle, les divergences maintenues et les convergences possibles.

Vous raillez cette volonté. A bien vous suivre d'ailleurs, on peut se demander si la seule condition posée à un accord entre nos organisations n'est pas que la LCR renonce à sa politique. Il ne saurait en être question.

Nos deux courants affichent, depuis longtemps, une approche divergente des responsabilités de l'extrême-gauche. Même dans les luttes, où plus d'une fois nos militants sont ensemble présents, cela se traduit en pratiques différentes, quand elles ne s'opposent pas. Il faut faire avec, travailler patiemment à dépasser cette situation préjudiciable.

Pour notre part, nous ne subordonnons donc pas les propositions que nous vous adressons régulièrement à l'abandon d'une attitude qui nous paraît ne devoir conduire les révolutionnaires qu'à l'isolement et à la sclérose. Et notre démarche n'est pas modulable en fonction de nos interlocuteurs.

Voilà, brièvement résumées, les réflexions que nous inspire votre courrier.

Ainsi que nous l'avons dit publiquement, si un large rassemblement ne parvenait pas à voir le jour, nous sommes bien décidés à prendre tous les moyens pour qu'il existe une liste défendant le point de vue résumé plus haut et affirmant, le plus symboliquement possible, la volonté d'opposer une autre logique à l'absurde et dangereuse construction de Maastricht.

Une telle liste, nous sommes prêts à la soutenir avec tous ceux qui s'accorderaient sur sa nécessité et sur ses bases.

De tout cela, nous souhaitons, évidemment, discuter avec vous. En juillet dernier, nous vous avions proposé d'organiser, dès la rentrée, une rencontre entre de larges délégations de nos directions, afin d'avoir un échange approfondi sur la situation actuelle, ses perspectives et les possibilités de travail en commun. Une telle réunion nous paraîtrait aujourd'hui la bienvenue.

En l'attente de votre réponse, recevez, chers camarades, nos plus fraternelles salutations militantes.

Le Comité Central de la LCR

Cette réponse de la LCR n'appelle guère de commentaire de notre part.

Il n'était pas dans nos intentions de demander à la LCR de renoncer à sa politique, mais nous avions cru, naïvement sans doute, à lire les avis qui paraissaient régulièrement dans *Rouge*, que si, comme le dit cette lettre, *"un large rassemblement ne parvenait pas à voir le jour"*, sur les bases que se proposait la LCR, celle-ci envisageait de se présenter quand même.

Nous avions donc imaginé qu'il s'agissait alors de se présenter seule. C'était le pourquoi de notre proposition.

Nous ne savons pas si la LCR pourra trouver *"une telle liste"* à soutenir *"avec tous ceux qui s'accorderaient sur sa nécessité et sur ses bases"*, mais nous ne voyons pas pourquoi nous adopterions la politique de la LCR qui n'est pas la nôtre et qui, de plus, ne semble pas réaliste.

Nous considérons cette réponse comme une fin de non-recevoir à notre proposition. Bien entendu, cela ne nous empêchera pas de continuer à avoir des rapports fraternels avec la LCR et à discuter de tous les points qui nous séparent, puisque nous ne pouvons pas discuter de ce qui pourrait nous unir.

Staline et la révolution

Le cas espagnol

de Pierre Broué

Cet ouvrage de Pierre Broué est consacré à la politique menée par Staline, à la tête de l'URSS et de la IIIe internationale, face à la révolution espagnole de 1936 à 1939. Contre la révolution espagnole, pourrait-on dire.

Staline, représentant d'une bureaucratie ayant usurpé le pouvoir ouvrier, étouffé les traditions bolcheviques et tourné le dos aux perspectives de révolution mondiale, craignait plus que tout qu'éclate quelque part sur la planète une révolution qui renouerait avec les traditions de l'Octobre russe.

LA RÉVOLUTION ET SES ADVERSAIRES

Or, c'était bien ce qui se passait en Espagne. Réagissant au coup d'Etat de Franco (18 juillet 1936), la classe ouvrière s'était dressée, armée, organisée et menaçait non seulement de tenir tête à Franco et à ses militaires, mais de mettre à bas tout l'ordre social de l'Espagne.

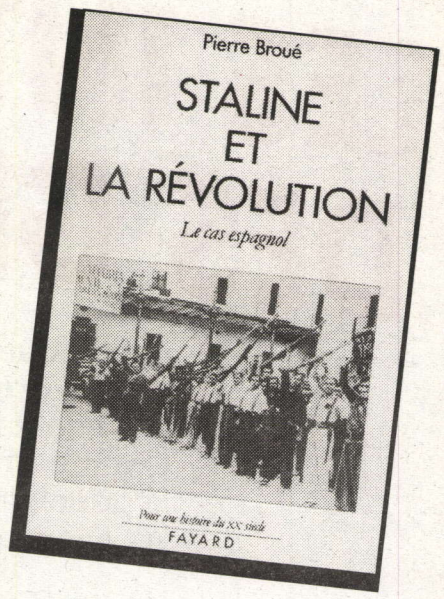
Cette révolution trouvait contre elle, bien évidemment, Franco et ses troupes, mais aussi les hommes politiques "républicains". Ces dirigeants s'employèrent à convaincre les travailleurs espagnols qu'il ne s'agissait que de se battre contre Franco, et non de changer l'ordre social.

Staline, disposant des moyens d'un grand Etat et de l'influence considérable de l'Internationale Communiste, joua un rôle essentiel dans cette entreprise contre-révolutionnaire.

Après le 18 juillet, qui marqua le début des affrontements armés, l'URSS avait adhéré au Pacte de non-agression, selon lequel aucune puissance ne devait soutenir un des deux camps en Espagne. Ce Pacte fut dès le début violé ouvertement par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, qui envoyèrent aide et troupes à Franco. Après s'être contenté de bonnes paroles pendant les mois décisifs de l'été 1936, Staline changea de politique en octobre et décida d'aider matériellement l'Espagne républicaine. Broué écrit que ce changement fut peut-être *"le résultat de l'ultime tentative des vieux-bolcheviks pour contester ou infléchir la politique de Staline"*.

Photo Roger Viollet

Manifestation communiste à Barcelone saluant les "frères" d'URSS.



Cet été 1936 avait vu Staline commencer, avec les procès de Moscou, à liquider physiquement la vieille garde bolchevique. Broué estime que, malgré cela, au sein du Parti Communiste et y compris chez des dirigeants qui ne pouvaient ni ne voulaient opposer une autre politique à celle de Staline, il restait un vieux fond internationaliste qui les poussait à réclamer que l'URSS se situe dans le camp des travailleurs espagnols.

Que cette hypothèse corresponde à une réalité, ou que la politique de Staline ait tout simplement été destinée à préserver son influence sur le mouvement communiste mondial, dans lequel les sentiments de solidarité avec les travailleurs espagnols étaient grands, de toute manière l'objectif de Staline était de contribuer à écraser la révolution ; et l'aide au camp républicain ne servait qu'à camoufler cette politique.

LE ROLE DU PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL

Un des relais de cette intervention fut le Parti Communiste Espagnol. Celui-ci, au milieu de 1936, était faible et minoritaire au sein de la classe ouvrière face au Parti Socialiste et au courant anarchiste. Le PCE devint rapidement un des piliers essentiels de l'appareil d'Etat bourgeois du camp républicain. Il grossit rapidement au cours des événements, mais pas seulement en recrutant les travailleurs trompés par la politique de "gagner la guerre d'abord". Broué écrit : *"Dès les premiers jours de la révolution, se détournant des partis traditionnels de la petite bourgeoisie, de toute évidence impuissants et entraînés dans un flot où ils ne pouvaient tenir la barre, fonctionnaires, anciens officiers, artisans et commerçants, petits industriels, cadres techniques, ingénieurs et autres s'étaient tournés vers le PC dont les déclarations rassurantes faisaient leur protecteur naturel"*.

La politique qui consista à lutter contre la révolution sociale, sous prétexte de ne pas effrayer la bourgeoisie "républicaine" et d'être plus efficace dans la lutte contre le fascisme, n'aboutit qu'à vider le camp républicain de la seule force sur laquelle il avait pu compter en juillet 1936 : l'énergie révolutionnaire des masses.

LES CRIMES DE STALINE ET DES STALINIENS

Et pour défendre cette politique, Staline et le Guépéou ne se contentèrent pas d'arguments. Ils firent assassiner des dizaines de militants s'opposant à leur politique, se livrant à une véritable chasse aux sorcières contre les "trotskystes" réels ou supposés, qui contribua encore plus à diviser et à démoraliser la classe ouvrière.

Comme l'écrit Broué, *"Staline poursuivit sur la terre espagnole la tâche entreprise en URSS, l'extermination de la génération et des symboles de la révolution d'Octobre"*.

Mais si Broué dénonce sans faiblesse les responsabilités du stalinisme en Espagne, il fait la part belle, comme dans son ouvrage consacré à l'histoire de la guerre d'Espagne, à la gauche social-démocrate en général et à Largo Caballero en particulier, dont il laisse entendre que, s'ils n'avaient pas été soumis à l'influence pernicieuse du stalinisme, ils auraient pu mener une autre politique.

Car, comme les dirigeants mencheviks en 1917, ou ceux de la social-démocratie allemande en 1918-19, Largo Caballero et ses semblables n'avaient pas besoin de Staline pour se retrouver dans le camp des défenseurs de l'ordre bourgeois.

L'ouvrage de Pierre Broué sera néanmoins utile à qui veut savoir ce dont fut capable le stalinisme, ennemi de la révolution prolétarienne.

Jean MASSARDIER

Staline et la révolution, le cas espagnol, *de Pierre Broué - Ed. Fayard - 365 pages - 150 F.*

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

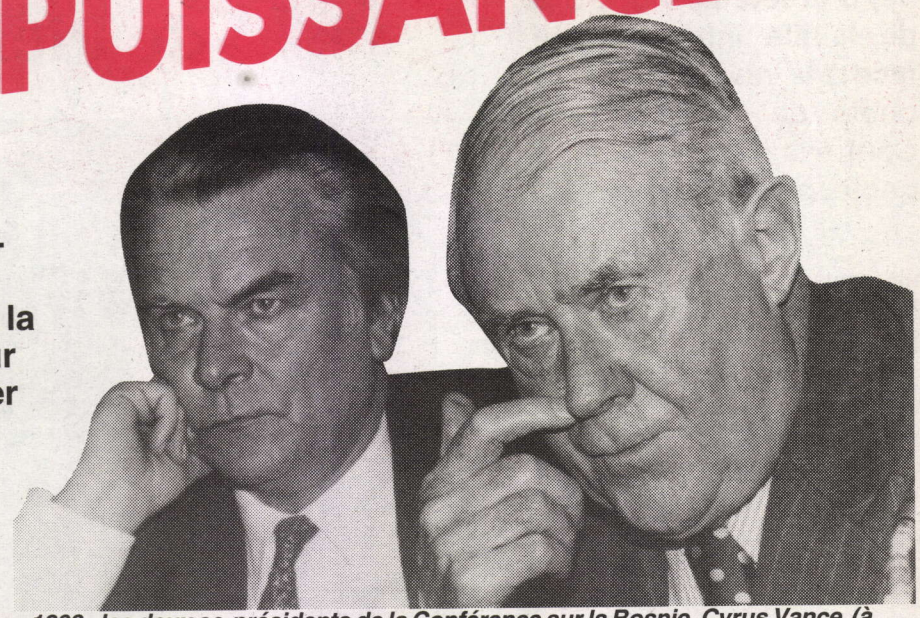
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Bosnie

LES INTÉRÊTS DIVERGENTS DES GRANDES PUISSANCES

Lorsque s'était tenu les 10 et 11 janvier derniers à Bruxelles le sommet de l'OTAN, les représentants de la France, suivis de ceux de la Grande-Bretagne, avaient mis à l'ordre du jour le principe de frappes aériennes pour protéger les casques bleus en Bosnie.



Mars 1993 : les deux co-présidents de la Conférence sur la Bosnie, Cyrus Vance (à droite) pour les USA et David Owen (à gauche) pour la CEE. Après les échecs successifs des négociations, les négociateurs vont-ils maintenant se battre entre eux ?

Au terme des discussions, même Clinton s'était mis à l'unisson, envisageant lui aussi le recours aux interventions aériennes. Tout était formulé d'une façon bien vague, il est vrai, mais il pouvait tout de même sembler que les Occidentaux avaient une vision et même des choix communs à propos de la situation dans l'ex-Bosnie-Herzégovine.

La réalité s'avère différente. Lors de son passage à Paris, lundi 24 janvier, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, disait ne rien comprendre à la position française. *"Je ne sais pas ce que les Français ont en tête. (...) Ils semblent avoir de nouvelles idées"*, a-t-il déclaré dès son arrivée. Les entretiens successifs qu'il a eus avec Juppé, Mitterrand et Balladur ont-ils éclairé sa lanterne ?

En tout cas la position française, telle qu'elle vient d'être réaffirmée par le ministre des Affaires étrangères, est sans ambiguïté : *"Les Musulmans doivent cesser le combat"*. Cela est dit très nettement et très directement.

On est loin de l'intervention humanitaire, du secours aux populations civiles, des menaces contre les Serbes fauteurs de guerre. La position du gouvernement français, qui n'est d'ailleurs pas très différente de celle de ses homologues européens, est aujourd'hui exprimée sans fard et consiste à soutenir un camp, ou plutôt deux camps, ceux des nationalistes serbes et croates, au détriment du troisième, celui des nationalistes musulmans. Les dirigeants américains, eux, n'ont semble-t-il pas fait ce choix et affichent plutôt une certaine bienveillance vis-à-vis des Musulmans bosniaques, pour lesquels ils réclament la levée de l'embargo sur les armes, ce à quoi s'opposent les Européens depuis le début du conflit.

Ces positions ne sont en fait pas nouvelles. Lorsque éclata l'ex-Fédération yougoslave sous la pression destructrice des nationalismes concurrents, les dirigeants italiens et surtout allemands soutinrent les revendications d'indépendance des Slovènes et des Croates, renouant ainsi avec certaines amitiés d'avant et de pendant la Seconde Guerre mondiale. A l'opposé, les dirigeants français et britanniques se déclarèrent, pendant un temps, favorables au maintien d'une forme d'union entre les différentes parties constituant l'ex-Yougoslavie. La politique française fut à l'époque taxée de pro-serbe. Ainsi, dès le début du conflit, apparaissaient des positions divergentes émanant des principales puissances européennes et qui recouvraient pour chacune d'elles des liens privilégiés avec les Etats qui se constituaient alors.

La guerre se poursuivant, il fallut bien aux uns et aux autres, puisque personne n'avait l'intention d'intervenir militairement, reconnaître les rapports de forces tels qu'ils se dessinaient sur le terrain. La France et la Grande-Bretagne reconnurent donc la Slovénie puis la Croatie indépendantes.

La situation se compliqua encore avec le dépeçage de la Bosnie, où existait un autre camp nationaliste, celui des Musulmans bosniaques. Mais là encore le fond de la politique des différents impérialistes européens ne se modifia pas, et ils acceptèrent des découpages territoriaux réclamés par les nationalistes serbes et croates.

Alors, quelle peut être aujourd'hui la signification de la position des Américains, que certains accusent même d'aider militairement en sous-main la partie musulmane ? Les Etats-Unis entendent peut-être. tout simplement gêner quelque peu leurs concurrents européens.

En tout cas, dans les dernières discussions à propos de la Bosnie, on était loin de l'aide dont auraient besoin les peuples de l'ex-Yougoslavie ; ces peuples qui ont à souffrir des nationalismes qui s'entre-déchirent là-bas, mais aussi des politiques menées par les différents camps impérialistes qui n'ont jamais eu, eux, le moindre souci humanitaire. Excepté pour la galerie.

Georges LATTIER

Russie

D'UNE CRISE MINISTÉRIELLE À UNE AUTRE...

La guerre de position continue au sein du gouvernement russe. Après la démission d'Egor Gaïdar, premier vice-Premier ministre et leader du bloc électoral pro-eltsinien Choix de la Russie dans les dernières élections, puis celle du ministre des Affaires sociales Ella Pamfilova, c'est au tour du ministre des Finances Boris Fiodorov, lui aussi représentant en vue de ceux que l'on appelle "réformateurs", de menacer de partir.

AFP

Tchernomyrdine.

Il est vrai que, suite au départ de Gaïdar, le Premier ministre Tchernomyrdine avait profité du remaniement ministériel pour "éjecter" Fiodorov du poste de vice-Premier ministre qu'il occupait ne lui laissant en main qu'un maroquin de ministre ordinaire. Bien plus qu'un différend sur le fond de la politique menée, comme il le prétend depuis, il semble que ce soit là la vraie raison de l'ultimatum lancé par Fiodorov.

Après une semaine de négociations dans les coulisses et de déclarations fracassantes pour la galerie, les positions sont inchangées – Fiodorov joue toujours l'intransigeance, sans toutefois aller jusqu'à démissionner vraiment, tandis que Tchernomyrdine refuse de céder aux exigences de son ministre, tout en lui interdisant bruyamment de démissionner. Ce vaudeville peu fait pour rehausser le prestige du régime a fini par contraindre Eltsine à sortir du rôle d'arbitre au-dessus des luttes de factions auquel il s'était tenu jusqu'à présent. Mais avec quelle circonspection ! Le voilà qui d'un côté parle des "erreurs" (mais sans plus préciser) de Tchernomyrdine dans la constitution de son gouvernement, et qui interdit de l'autre à Fiodorov de démissionner. Pour quelqu'un qui, d'ordinaire, se gêne peu pour mettre les pieds dans le plat, quitte à faire machine arrière ensuite, cette fois Eltsine semble manquer singulièrement d'assurance et être plutôt gêné aux entournures.

Mais faut-il s'en étonner ? La guérilla à laquelle se livrent les membres du gouvernement n'est-elle pas le reflet de celle qui se livre avec la Douma, et avant elle de celle qui s'était livrée avec le Parlement russe dissous à coups de canon par Eltsine en octobre dernier ? Entre les ministres qui lui sont imposés par la majorité, hostile, de la Douma, comme le Premier ministre Tchernomyrdine lui-même, ceux qui, comme Gaïdar, préfèrent préserver leur avenir politique en quittant la galère gouvernementale avant d'avoir à en partager le discrédit, et ceux qui, comme Fiodorov, cherchent au contraire à profiter des circonstances pour occuper les places laissées vacantes et se placer pour l'avenir, Eltsine ne peut guère trancher sans provoquer un retour de manivelle d'un côté ou d'un autre.

Au fil de ces luttes, le camp dit "conservateur" est présenté comme gagnant par la presse et les dirigeants occidentaux, qui s'en inquiètent. Mais encore faudrait-il, pour tirer une telle conclusion, que les différences politiques entre "réformateurs" et "conservateurs" aient vraiment un sens, et que ces personnages s'intéressent à autre chose qu'à leur propre carrière et à leurs propres intérêts. Encore faudrait-il, aussi, qu'ils aient vraiment les moyens d'appliquer une politique ; à supposer qu'ils en aient une.

Or le résultat le plus clair de tout cela est que la désagrégation du pouvoir se poursuit, et avec elle celle d'une économie mise à l'encan, rendant la vie de plus en plus insupportable pour toute la population.

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995